ISSN 0024-7650

# l'éditorial d'Arlette Laguiller

p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n°1477 - 25 octobre 1996 - prix : 9 F

## La rapacité du patronat et des financiers engendre chômage et misère,

## Ça ne peut plus durer !
## Il faut une contre-offensive de toute la classe ouvrière

## 1956 L'INSURRECTION OUVRIÈRE EN HONGRIE

p. 10-11

M 6189 - 1477 - 9,00 F

## SOMMAIRE


**Leur société**

**4** – La privatisation de Thomson
– La privatisation et le PCF

**5** – Les «chasseurs de primes» à l'emploi, bien de chez nous
– Les avantages fiscaux de la loi Pons

**6** – Les retraités dans la rue

**11** – Le ministre de l'Intérieur couvre le directeur de la PJ
– Les affaires continuent pendant les «affaires»

**12** – Assez de licenciements : licencions les licencieurs !
– Au ministère du Travail et de la Santé : toujours plus pour les hauts fonctionnaires
– Courrier des lecteurs
– Échos des entreprises

**Tribune**

**6** – De journée d'action en élection…

**Dans le monde**

**7** – Les tribulations d'un Chirac en Israël
– Afghanistan : une odeur de pétrole plane sur le pays

**8/9** – Russie : réglements de comptes au sommet

**9** – Afrique : rivalité franco-américaine sur le dos de l'Afrique Noire

**16** – Belgique : la «marche blanche» de Bruxelles

**Il y a quarante ans**

**10/11** – 1956, l'insurrection ouvrière en Hongrie

**Dans les entreprises**

**13** – Air France : des salaires de haut vol
– Électrolux (Reims)
– France Télécom (Lyon)

**14** – Cinq ans après la collisison de Melun, la SNCF ni responsable, ni coupable ?
– Mines de Potasse d'Alsace
– USP – Austerlitz (Paris), la grève continue
– Renault-Choisy (Val-de-Marne)
– Lycée professionnel Farman (Issy-les-Moulineaux

**Voir**

**15** – *Capitaine Conan* de Bertrand Tavernier
– *Les sables mouvants* de Paul Carpita
– *Rondes de flics à Pékin* de Ning Ying


# RMIstes en hausse, PAUVRETÉ EN HAUSSE

Près d'un million de foyers, 993 964 exactement, perçoivent le Revenu Minimum d'Insertion. En un an, la progression du nombre des allocataires a été de 4,99%.

Le RMI est alloué aux personnes de plus de 25 ans, et à des plus jeunes si elles ont des enfants à charge. Le montant du RMI est de 2374,50F pour une personne seule et de 3561,75F pour un couple. Ce montant est majoré pour chaque enfant.

Derrière ces chiffres, il y a la misère pour des centaines de milliers d'hommes et de femmes, car comment vivre, comment se loger, se vêtir, se nourrir avec un pareil revenu? Si certains y parviennent tant bien que mal, c'est qu'il y a des parents, des proches qui les aident, d'autant que parmi les RMIstes plus de 300 000 ont moins de trente ans.

Un des projets du gouvernement, qui consisterait à diminuer le montant du RMI en faisant jouer la solidarité familiale, ajoute le cynisme à l'odieux puisque cette solidarité existe déjà. C'est elle qui permet à de nombreux RMIstes de ne pas sombrer totalement.

Pour 1997, le projet de budget a fixé à 24,2 milliards de francs la part affectée à l'allocation, soit une majoration de 10%. C'est dire que, malgré tous les discours lénifiants sur une possible reprise économique, le gouvernement ne prévoit absolument pas que les sans-emploi retrouvent enfin du travail. Non, il prévoit même que la précarité s'accentuera, sachant fort bien d'ailleurs que, même si embellie économique il y a, elle sera pour une minorité de privilégies. Les autres, les laissés-pour-compte seront toujours légion.

*Vote du budget, agitation dans la majorité :*

# LA «TREMBLANTE DE L'UDF» SERA VITE GUÉRIE

Il paraît que le vote du budget est l'acte le plus important de la vie parlementaire. C'est en tout cas celui qui se prête le plus aux gesticulations, aux oppositions inutiles et aux attitudes inefficaces.

Qu'on se le dise dans les chaumières, l'UDF n'est pas d'accord avec une partie du projet de budget présenté par le gouvernement. L'UDF qui fait partie de la majorité présidentielle et dont les leaders (Léotard, Bayrou, De Robien, etc.) viennent régulièrement picorer à la table de Chirac/Juppé, l'UDF a des velléités d'opposition. Elle n'a pas voté l'augmentation de la taxe sur l'essence. Elle n'est pas d'accord avec l'augmentation de la TVA. Sommée par le rapporteur du budget de trouver des recettes compensatoires, elle se bat les flancs, ergote, chipote, s'affirme. Mais le budget passe quand même.

En tout cas, son volet recettes : le volet dépenses donnera lieu à d'autres pseudo bras de fer. Quelle comédie!

Qui peut croire qu'il n'y a aucun rapport entre cette «opposition» UDF et la baisse de popularité dans les sondages du couple Juppé/Chirac? L'UDF n'est pas au-dessus de cela. Ses députés ne sont pas mus par d'autres motivations que leur réélection en 1998 ! Ils se soucient fort peu du sort de la population, des automobilistes, des élus locaux chargés de gérer le budget, où la part de l'État diminuera, mais beaucoup plus de retrouver leur siège et, pour certains d'entre eux, carrément un fauteuil ministériel. Et pour cela il vaut mieux ne pas trop s'afficher avec une équipe qui perd… des points dans les sondages.

Cela intéresse-t-il le spectateur? Et, au fait, y a-t-il vraiment des spectateurs devant ce théâtre de marionnettes qui n'amuse plus mais qui donne plutôt la nausée?

C'est ce que veulent dire, jour après jour, en manifestant, les fonctionnaires, les retraités, les cheminots et même les travailleurs du privé qui, eux, ne se sentent peut-être pas en situation d'exprimer leur mécontentement mais dont la mobilisation et la détermination pourraient faire cesser ce mépris et cette arrogance de classe.

**C.B.**

**MEETING avec ARLETTE LAGUILLER à VALENCE (Drôme)**

**Mercredi 20 novembre**

**à 20h30**

**salle des Conférences, Parc des Expositions**

LUTTE OUVRIÈRE DANS VOTRE VILLE

**à Vienne (Isère)**

**Samedi 26 octobre**

Le matin :
stand sur le marché

L'après-midi :
salle de l'Europe, Hôtel de Ville


## LUTTE OUVRIÈRE

*Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste*

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :
**LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE**

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.


**SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!** Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

**ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE**

| | LUTTE OUVRIÈRE | | LUTTE DE CLASSE |
|---|---|---|---|
| | 1 an | 6 mois | (1 an soit 10 n°) |
| France DOM-TOM | 300 F | 160 F | 100 F |
| DOM-TOM, voie aérienne | 390 F | 200 F | 140 F |
| Europe (soit zone postale1) | 420 F | 210 F | 100 F |
| Autres pays, voie ordinaire | | | |
| – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) | 450 F | 230 F | 140 F (comme voie aérienne) |
| – Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 520 F | 270 F | 140 F |
| – Océanie (soit zone 4) | 540 F | 280 F | 140 F |
| Autres pays, voie aérienne | | | |
| – Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2) | 480 F | 250 F | 140 F |
| – Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) | 540 F | 280 F | 170 F |
| – Océanie (soit zone 4) | 660 F | 340 F | 210 F |

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

NOM : .....
PRÉNOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

# L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

*La rapacité du patronat et des financiers engendre chômage et misère*

# ÇA NE PEUT PLUS DURER ! IL FAUT UNE CONTRE-OFFENSIVE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

**Il est heureux que le candidat du FN n'ait pas été élu à Gardanne car cela ôte une raison supplémentaire de pavoiser à ce parti qui, par ses idées, est l'un des pires ennemis des travailleurs.**

**Par contre, ce qui est déplorable, c'est que Roger Meï, élu du Parti Communiste, ait présenté son élection comme une victoire du «*camp républicain*», un «camp» qui comprend de tout, jusqu'à l'actuel ministre Gaudin.**

**Et surtout, Roger Meï, en déplorant que ni le RPR, ni l'UDF n'aient officiellement appelé à voter pour lui pour faire barrage au FN, a dit que si la situation inverse s'était produite, il n'aurait pas hésité à faire voter pour un candidat RPR.**

**Bien sûr, le FN représente le pire pour l'avenir. Mais comment peut-on feindre d'ignorer que ces hommes politiques du patronat que sont les cadres du RPR s'effaceraient sans l'ombre d'une hésitation devant le fascisme, si la bourgeoisie avait besoin de recourir à cet expédient ?**

**Toute l'histoire nous rappelle que la bourgeoisie allemande et ses hommes politiques de droite sont passés comme un seul homme du côté d'Hitler. Et toute la bourgeoisie française, comme presque tous les hommes politiques de la droite ont soutenu Pétain pendant la guerre.**

**Alors, l'élection de Roger Meï n'a pas permis une victoire du FN et c'est une bonne chose. Mais ce n'est pas pour autant une victoire des travailleurs.**

**Une victoire des travailleurs, il faudrait plutôt en chercher la voie du côté de l'exemple de la grève des travailleurs de la Fonction publique et des services publics.**

**Oh bien sûr, une seule journée ne suffira pas à faire reculer le gouvernement ni à faire céder le patronat. Mais cette journée doit être la préparation d'une grève unissant un plus grand nombre de travailleurs, des services publics comme des entreprises privées. Car ce n'est pas seulement l'État qu'il faut combattre, c'est l'ensemble du patronat. Il faut combattre ceux qui nous exploitent, ceux qui jettent des milliers de travailleurs à la rue, qui ruinent des familles et des villes entières pour faire un peu plus de profit dont ils ne font rien. C'est le patronat qui ruine la société et est responsable de l'accroissement du chômage et de la misère. L'État et les gouvernements ne sont que sa valetaille.**

**Nous aurons tous à entrer en lutte car la rapacité du patronat et le cynisme de l'État vont nous contraindre à nous battre le dos au mur si nous ne voulons pas sombrer dans la misère. Cela vient vite, d'augmentations des loyers en expulsions pour impayés, on reverra des familles occuper des logements surpeuplés. On verra le chômage frapper plus lourdement encore les familles de travailleurs. On reverra des hausses des prix des services publics et des biens courants qui ne permettront plus aux travailleurs ni d'avoir une voiture ni même d'utiliser les transports en commun pour autre chose qu'aller et venir au travail, quand ils auront du travail.**

**Oui, le patronat et le gouvernement vont nous contraindre à réagir quand le ras-le-bol nous y contraindra. Mais il vaut mieux que ce soit avant que nous ayons perdu les moyens de nous défendre et que les entreprises soient vidées de leurs ouvriers.**

**Il faut donc participer massivement à toute grève inter-professionnelle à laquelle nous serons appelés. Limitée à une journée, une telle grève, même massive ne commencera évidemment à changer les choses que si elle est un avertissement et un début.**

**Ce sera plus dur que de se servir d'un bulletin de vote, mais ce sera bien plus efficace. Faire grève n'est pas un but en soi, c'est la nécessité qui nous y contraint. Ceux de Cherbourg, de Moulinex et de bien d'autres entreprises sont au pied du mur et il est bien tard.**

**Oui, il faut se préparer à la contre-offensive pour inverser le cours des choses et pour enfin faire payer la crise à ses vrais responsables, le patronat et les financiers. Et c'est aussi le meilleur moyen de couper l'herbe sous les pieds de Le Pen.**

# Privatisation de Thomson

# LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS FAIRE LES FRAIS DES RESTRUCTURATIONS CAPITALISTES

**Le gouvernement a donc préféré le groupe Lagardère à celui d'Alcatel-Alsthom pour reprendre le groupe Thomson. Cela étant, Lagardère n'est repreneur qu'après le toilettage financier de Thomson dont les dettes s'élèvent aujourd'hui à 26 milliards de francs. Pour le rendre présentable, l'État procédera à sa « recapitalisation » en versant 11 milliards dans les coffres du groupe avant sa privatisation puis sa restructuration sous la houlette du nouveau propriétaire.**

Gamma

*Le patron gagnant du gros lot.*

## Bonne affaire, pour l'État...

En général, les privatisations sont présentées par les gouvernements comme des opérations permettant de rapporter de l'argent frais aux caisses de l'État. Dans le cas de Thomson, c'est moins vrai que jamais. Bien au contraire, l'opération coûte cher à l'État puisqu'il lui faut débourser ces 11 milliards, pris en principe sur le produit des précédentes privatisations (AGF, Renault, etc.), produit déjà largement dépensé à combler les dettes gigantesques d'Air France, du Crédit Lyonnais, de la SNCF, etc. Autant dire que ces 11 milliards seront pris en grande partie dans la poche des contribuables. Mais cette fois-ci, le gouvernement ne nous fait pas sa sempiternelle comédie sur les déficits qui coûtent cher à la collectivité comme il le fait à propos de la Sécurité sociale ou de la SNCF.

## ... ou pour les capitalistes ?

Du côté du groupe Lagardère, les choses se présentent naturellement beaucoup mieux. Cela ne devrait pas lui coûter beaucoup plus que le franc symbolique demandé par le gouvernement. Par exemple, entre autres dispositions, il devra obligatoirement proposer aux actionnaires minoritaires de Thomson-CSF le rachat de leurs actions. Mais même à supposer que tous le souhaitent, cela ne coûterait que 7,8 milliards de francs à Lagardère, soit même pas l'équivalent de la somme versées par l'État.

En attendant, les titres du groupe Lagardère ont fait un bond à la hausse de près de 24 % dès l'annonce de la recapitalisation, pour le meilleur profit des actionnaires. « *Une recapitalisation de 5 milliards était déjà un cadeau. Alors, 11 milliards...* » s'exclamait réjoui un professionnel de la Bourse ! Et il est vrai que cette dotation de 11 milliards est l'une des plus importantes que l'État ait versées ces dernières années à un groupe industriel, ce que justifiait le ministre de l'Economie, Jean Arthuis, en expliquant que ce n'était finalement pas grand-chose puisque l'État n'avait rien donné à Thomson depuis 1982 !

## Et les travailleurs ?

La privatisation de Thomson et sa restructuration n'obéissent qu'à des impératifs de rentabilité, de profits à faire croître et prospérer, de marchés à conquérir, de concurrence entre groupes capitalistes. Et peu importe ce que deviennent les travailleurs qui ne sont pour ces groupes industriels que des instruments, des moyens d'accumuler toujours plus de profits. Dans ce cas aussi. Et les salariés de Thomson auraient bien des raisons de se mobiliser contre les plans sociaux qui ont toutes les chances d'accompagner la restructuration.

La vente du groupe Thomson au groupe Lagardère est assortie d'un accord précisant que la branche Thomson Multimédia serait immédiatement revendue au groupe coréen Daewoo Electronics qui, en échange, aurait fait quelques vagues promesses à Juppé et consorts à propos de la création d'environ 5 000 emplois en France. En fait, le groupe en question a commencé par exiger que Thomson Multimédia cesse son partenariat avec Toshiba à Singapour (ce qui ne peut que signifier des licenciements) et qu'il réduise le personnel employé en Chine, dans une usine d'assemblage de chaînes hi-fi. Quant à ce qui risque de se passer en France, la restructuration sous le signe de la rentabilisation risque fort de se traduire, au moins dans certaines usines, de la même façon... C'est le Monopoly grandeur nature. Sauf que, dans ce cas, il y a des hommes et des femmes dans la cagnotte, avec lesquels les capitalistes jouent, et qu'en fin de partie, la société fera les frais de l'opération.

Mais il n'est pas dit que les salariés se laisseront faire. Il ne faut pas que cette vente d'un groupe industriel à un autre groupe, les reventes, combines capitalistes et autres magouilles financières, réalisées avec la complicité de l'État, soient payées avec la peau des travailleurs !

**Lucienne PLAIN**

## Les marchands de canons toujours à l'honneur

**A l'Assemblée nationale, Juppé a expliqué sa préférence pour la vente de Thomson à Lagardère-Matra plutôt qu'à Alcatel-Alsthom : « *Mon choix repose tout entier sur une logique industrielle de défense* (...). *Le groupe Thomson-Matra constituera un ensemble intégré capable de fournir des systèmes d'armes, clé en main, avec une force de frappe commerciale à l'exportation sans équivalent sur le marché européen.* »**

**Que ce soit la vraie raison ou pas, peu importe. En revanche, l'argument ne manque pas de sel alors que le gouvernement parle de réduire le budget de l'armée. Il est vrai que les gouvernants n'ont jamais rien refusé aux marchands de canons et que, dans ce monde dominé par le capitalisme, les guerres n'ont jamais manqué pour permettre aux fabricants d'armes de faire des profits avec la peau des peuples.**

## Le PCF et la privatisation de Thomson

# DÉFENSE DU PATRIMOINE OU DÉFENSE DES TRAVAILLEURS ?

La vente de Thomson, prévoyant sur la lancée la revente par Lagardère au groupe sud-coréen Daewoo de la branche électronique grand public Thomson Multimédia, a donné l'occasion aux syndicats CGT et CFDT ainsi qu'au PS et au PCF de dénoncer ce qu'ils appellent le bradage d'une entreprise nationale de premier plan, leader dans son domaine. Thomson Multimédia est en effet quatrième fabricant mondial de téléviseurs, détenant plus de 20 % du marché américain et 12 % du marché européen. Mais ce qui les choque le plus, c'est visiblement le fait que ce « *bradage* » se fait au profit d'un groupe étranger, « *minuscule coréen* » qui va ainsi accaparer « *les technologies du futur* » de la France !

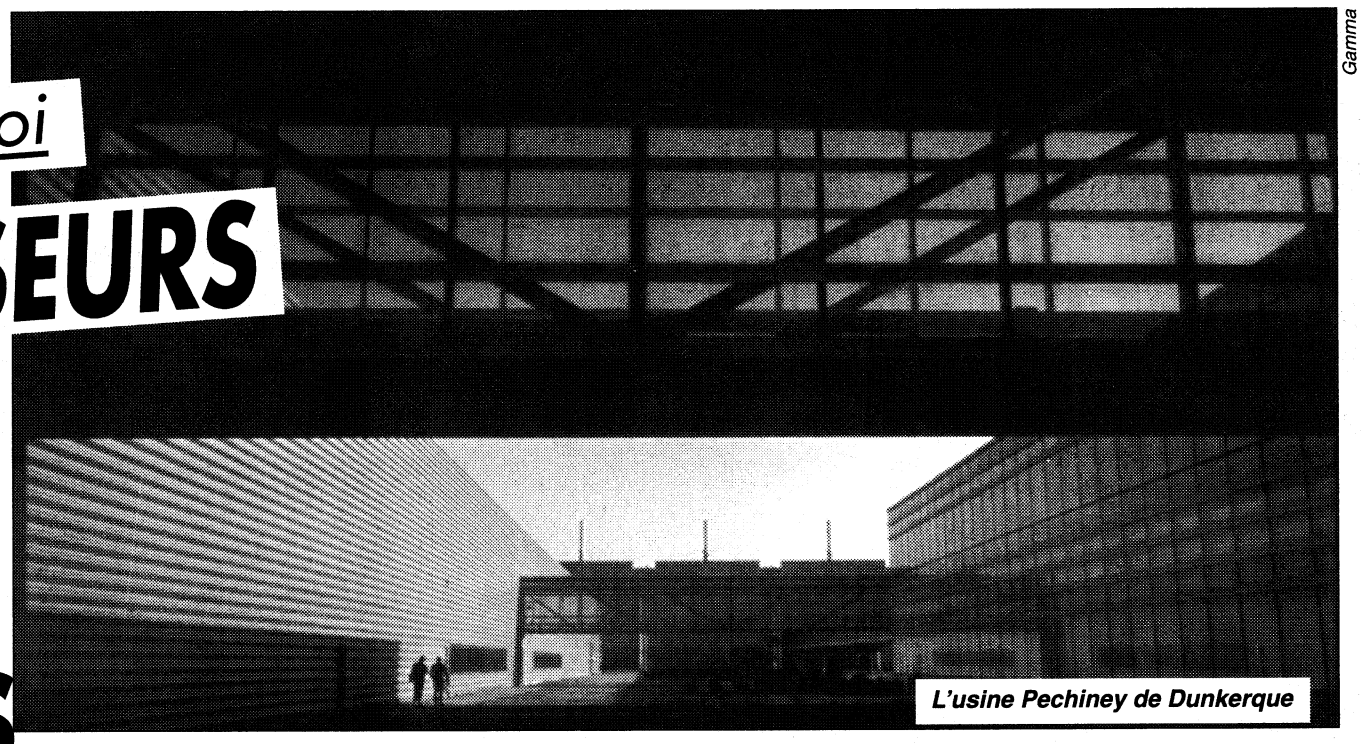
Dans ce concert de hauts cris et de cocoricos scandalisés, le PCF joue la partie principale. Sous le titre « *Thomson : la braderie* », *L'Humanité* du 21 octobre 1996 publiait l'article d'un membre du bureau national dénonçant la privatisation de Thomson comme « *le choix de brader à des intérêts privés le patrimoine industriel national* ». En l'occurrence, le « *patrimoine industriel national* » que représentait Thomson avant la privatisation était celui de ses actionnaires capitalistes, des bourgeois et de l'État à leur service. Pas des travailleurs de Thomson.

A propos de l'accord avec le groupe Daewoo, l'auteur de l'article ajoutait : « *Cette opération consacrera, notamment dans un secteur d'avenir comme le numérique, d'importants abandons de technologies et de savoir-faire au profit d'un groupe étranger* ». Pour les travailleurs de Thomson, qui ont produit la « technologie du futur » mais n'en ont pas vraiment bénéficié, le problème n'est pas de savoir s'il serait mieux que leurs usines soient vendues à un capitaliste français plutôt qu'étranger. Les uns et les autres ne raisonnent qu'en fonction des perspectives de profits à réaliser. Le vrai problème est de savoir comment défendre leurs intérêts, comment obtenir des garanties qu'ils ne seront aucunement lésés dans l'opération, comment contraindre les patrons à les respecter. Et cela que le patron soit français ou coréen, que le groupe s'appelle Thomson, Lagardère, Daewoo ou autrement.

**L.P.**

## Les fonds perdus des primes à l'emploi

# DES « CHASSEURS DE PRIMES » BIEN DE CHEZ NOUS



Gamma

L'usine Pechiney de Dunkerque

**La presse et la télévision se sont fait l'écho de protestations venant des élus de Lorraine et de syndicalistes à l'encontre « des chasseurs de primes », terme imagé qui illustre bien le comportement des patrons qui bénéficient des aides financières des pouvoirs publics pour « créer » des emplois et qui, l'argent empoché, vont, au bout de quelques mois ou de quelques années au plus, chercher fortune ailleurs.**

C'est l'annonce par le groupe japonais JVC du transfert en Ecosse des fabrications qu'il avait implantées en Lorraine en 1988 qui a déclenché ces réactions. On a incriminé à ce propos les « entreprises asiatiques » et plus généralement « les multinationales » (sous-entendu étrangères), qui empochent l'argent public des aides à la « création d'emplois » et qui ne se gênent pas ensuite pour mettre la clef sous la porte. Certes, elles n'hésitent pas à le faire, mais ni plus ni moins que tous les capitalistes pour qui l'argent est toujours bon à prendre.

Sauf que ceux que l'on montre ainsi du doigt ne sont pas les seuls. Il n'y a pas que les grands patrons japonais ou étrangers qui savent émarger sur les fonds publics pour des prétendues opérations de « création d'emplois ». Les capitalistes bien français n'ont rien à leur envier. Et en France, ce sont bien eux qui sont les premiers bénéficiaires du pactole des aides publiques.

A l'étranger, la conduite de « nos patrons bien de chez nous » ne vaut pas mieux que celle de leurs concurrents. L'affaire Renault au Portugal en est l'illustration. Renault qui avait reçu du gouvernement portugais il y a quelques années des subventions qui dépassaient le milliard de francs, pour développer son usine à Setubal, a décidé il y a quelque temps de fermer définitivement cette usine, sans rembourser les aides perçues. Sans que cela ne soulève de protestations des dirigeants syndicaux français de Renault qui ont été informés de cette opération. Nationalisme oblige.

Mais il n'est pas besoin d'aller voir ce qui se passe de l'autre côté des frontières pour trouver des exemples. En Lorraine même, Renault a montré comment on pouvait encaisser des subventions sur de simples promesses. A l'issue des luttes des sidérurgistes de 1978-1979 pour s'opposer aux suppressions massives d'emplois, le gouvernement a annoncé la création par Renault d'une grande usine de montage automobile de 3 000 personnes à Batilly près de Metz pour, était-il dit, offrir des emplois aux sidérurgistes. Les subventions touchées, Renault n'a embauché qu'un peu plus de mille personnes. Et à ces aides s'est ajoutée l'annonce de nouvelles aides à la « création d'emplois » lorsqu'a été décidé ces dernières années le transfert des fabrications occasionné par la fermeture de l'usine Chausson de Creil, vers l'usine de Batilly.

L'autre fabricant automobile, Peugeot, chantre de l'initiative privée, a su utiliser les mannes de l'Etat, sans état d'âme. En 1985 le groupe PSA faisait fermer son usine de Hordain près de Valenciennes, provoquant plus de 2 000 suppressions d'emplois. En 1989, quatre ans plus tard, Chérèque, au nom du gouvernement Rocard, annonçait des aides massives de plusieurs centaines de millions de francs au groupe PSA, pour, était-il dit, « *l'ouverture d'une nouvelle usine automobile* » à... Hordain même !

Souvent ces aides servent aux patrons à fermer une usine qu'ils considèrent amortie, en se faisant payer par la collectivité l'installation d'une nouvelle et en licenciant massivement au passage. Ce qui fait qu'ils sont financés trois fois : une première pour l'aide aux licenciements, une deuxième pour les aides aux nouveaux investissements, et une troisième pour les aides à la « création d'emplois » dans les zones sinistrées. Ainsi par exemple il y a quelques années Péchiney a supprimé quelque 2 500 emplois dans la région de Pau et a pu recevoir des aides massives pour l'ouverture de l'usine de remplacement à Dunkerque, n'employant, elle, que 600 salariés, en bénéficiant de l'électricité (principale matière première d'une usine d'aluminium) quasi gratuitement.

Tous les patrons émargent sur les fonds publics sous prétexte de créations ou plus couramment aujourd'hui de maintien de l'emploi. Les aides et dégrèvements directs en France dépassent les 200 milliards de francs par an. Et cela sans compter les aides aux licenciements (FNE et autres), les aides régionales et européennes. Avec ces sommes, on pourrait créer plus d'un million d'emplois si toutes ces aides étaient utilisées par l'Etat pour les créer lui-même là où ils répondent aux besoins de la population.

**Paul SOREL**

## Les avantages fiscaux de la loi Pons

# UN CADEAU EN OR POUR LES CONTRIBUABLES

**Votée en 1986, lors de la première cohabitation, la loi Pons prétendait inciter aux investissements dans les DOM-TOM. En échange des fonds investis, que ce soit dans des yachts, des avions privés ou des hôtels, les contribuables bénéficient d'une importante déduction sur leurs revenus imposables, l'avantage étant amplifié par le taux d'imposition des contribuables.**

**Depuis dix ans, cette loi a non seulement permis aux gros revenus d'échapper en grande partie à l'impôt, mais elle a conduit le fisc à financer des investissements complètement inutiles pour l'économie des DOM-TOM, dont la seule justification était de permettre aux acheteurs de réaliser une déduction fiscale, voire de faire financer l'achat d'une villa sous les cocotiers ou d'un bateau de plaisance personnel.**

**Si les contribuables et les sociétés bénéficiaires ne sont que quelques milliers, l'addition pour le budget de l'État est sévère : en 1995, la Direction générale des Impôts évaluait le coût de cette mesure à environ 935 millions pour l'ensemble des DOM-TOM, mais d'autres sources estiment le manque à gagner pour le budget à 1,67 milliard de francs. A tel point que même dans les rangs de la majorité, des voix se sont élevées pour évoquer ces abus et même crier démagogiquement au scandale.**

**En attendant, le gouvernement qui prétend partir en chasse contre les « niches » fiscales ne compte nullement revenir sur ce paradis qui sert de refuge à bien des grosses fortunes de la métropole comme des départements d'outre-mer. Il n'est même pas sûr que la suppression des détaxations sur les bateaux de plaisance et les avions privés, évoquée récemment, soit appliquée en 1997.**

**Comme quoi, quand Juppé et Arthuis parlent d'aller vers plus d'égalité devant l'impôt... ils nous mènent en bateau !**

**Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.**

**Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.**

**C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.**

## TRIBUNE

# DE JOURNÉE D'ACTION EN ÉLECTION...

Ainsi, sans doute, en ont voulu les hasards du calendrier. Mais l'élection de Gardanne suivant dans la foulée la journée d'action du 17 octobre, cela pourrait aussi constituer un symbole. En forçant le trait, et pour parodier un slogan oublié des gauchistes de Mai 68 : « Journées d'action, élections, va-t-on multiplier les pièges à con ? »

Certes ces deux épisodes ont été des succès pour la gauche et les travailleurs.

Un communiste est donc élu dans cette circonscription de Gardanne. Et son adversaire du Front national n'atteint pas le pourcentage que ce même Front national avait obtenu dans une élection semblable qui l'opposait à un socialiste en 1988.

Mais de là à déduire que l'on a endigué le Front national ? Aujourd'hui celui-ci attire une fraction des couches populaires, chômeurs et travailleurs déboussolés et démoralisés, qui regardent vers Le Pen parce que à gauche comme à droite il n'y a aucune perspective de changement. Voilà le danger. Il n'a pas été écarté d'un iota par l'élection de Roger Meï, ce communiste si gentil, si modéré, si œcuménique, qui proclame son amitié pour tous les politiciens locaux jusqu'à ceux du RPR. On n'y parera pas en barrant la route du parlement aux partisans de Le Pen par un front républicain, ou même simplement une union de la gauche, qui céderont à la première poussée sérieuse. Mais en donnant des vraies raisons à des travailleurs et des chômeurs de Gardanne ou d'ailleurs, y compris certains des électeurs de Roger Meï, de mettre leurs espoirs demain ailleurs que dans l'extrême-droite. Ce n'est, apparemment, pas le programme ni du nouveau député communiste de Gardanne, qui seul n'y peut sans doute pas grand-chose, ni de son parti, qui, lui, porte d'autres responsabilités.

La journée d'action de la fonction et d'une grande partie des secteurs publics a été une réussite. Oh, bien sûr, tous ceux que hante le spectre du mouvement de novembre dernier, gouvernement, politiciens, patrons ou médias, ont pu momentanément se rassurer. Il y avait moins de grévistes, en tout cas dans la fonction publique, que lors de la journée du 10 octobre 95, journée qui annonçait le mouvement du mois suivant (comme maintenant tout le monde l'analyse finement...). Et ceux qui se faisaient le plus peur ont pu constater avec satisfaction qu'aucun secteur n'avait poursuivi la grève le jour suivant, contrairement à ce qu'avaient fait certains cheminots après la journée d'action du 24 novembre dernier, celle qui a marqué le début du mouvement.

Mais le nombre des manifestants comme celui des grévistes ont bien montré le mécontentement et la colère d'une bonne partie des travailleurs. Et c'est après tout le but, limité, d'une journée d'action de ce type.

Elle a montré aussi que chez une bonne partie des travailleurs combatifs et des militants syndicaux, l'idée du « tous ensemble », mis à l'ordre du jour par le mouvement de l'an dernier, est plus présente que jamais. S'ils participaient avec un certain enthousiasme à une journée d'action et de manifestation, d'autant plus qu'elle regroupait différents secteurs, c'est en pensant qu'il faudra bien qu'un prochain jour on s'y mette plus nombreux et pour de bon.

Pour répondre sans doute à cette aspiration la CGT a déjà proposé d'organiser une nouvelle journée d'action, mais cette fois interprofessionnelle, public et privé, autour du 15 novembre. Après des journées qui ne touchaient qu'une seule catégorie de travailleurs, comme les enseignants ou les travailleurs de l'armement, après celle du 17 octobre qui, elle, regroupait une grande partie de ceux du public, une journée qui associerait l'ensemble des travailleurs serait certes un pas supplémentaire.

Pourtant c'est encore une fois d'une journée d'action dont il s'agit. Le « tous ensemble » auquel aspirent beaucoup de travailleurs et de militants, c'est bien autre chose. Et si les directions syndicales l'évoquent parfois, elles ne font rien pour convaincre qu'elles le veulent.

Bien sûr, la CGT peut répondre, comme elle l'a fait si souvent, qu'on ne déclenche pas la grève générale en appuyant sur un bouton. Que même pour une journée du 15 novembre, elle dépend aussi des autres confédérations, de FO ou de la CFDT, qui se montrent encore moins pressées d'aller dans cette direction, quand elles ne se disent pas carrément opposées.

C'est vrai. Mais la CGT elle-même serait plus convaincante si elle tenait un langage moins ambigu ou équivoque. Si Viannet disait clairement : « Nous voulons le mouvement d'ensemble et la grève générale qui seuls sont susceptibles d'imposer les mesures d'urgence qui permettraient un changement radical dans la situation des travailleurs ; nous mettons toutes nos forces dans ce but ; mais cela ne dépend pas de nous seuls ; cela dépend de la base, des travailleurs combatifs ; nous appuyons et appuierons toutes les initiatives, organisations ou actions, allant dans ce sens ; rappelons-nous que en novembre dernier si la grève s'est étendue largement au moins dans le secteur public, ce n'est pas seulement parce qu'elle avait l'appui des directions syndicales ; c'est parce que des travailleurs en grève, à la SNCF, à la RATP, puis ailleurs, militants mais aussi travailleurs du rang, syndiqués ou non, ont pris les choses en main et fait le lien avec d'autres services, d'autres entreprises. »

Mais Viannet lui-même ne tient pas ce langage ou un langage similaire. Ce qui est au moins un indice que la perspective de la CGT est bien limitée à aller de journée d'action en journée d'action, au mieux interprofessionnelles. Comme les autres directions syndicales. Comme à un autre niveau, les partis de gauche proposent d'aller gentiment d'élection en élection. En clair des gestes, mais pas la lutte.

Alors, participons aux journées d'action. Votons même à l'occasion. Ne serait-ce que pour ne pas leur permettre de dire que ce sont les travailleurs qui manquent à l'appel.

Mais sachons que le mouvement qui changera les choses, que beaucoup espèrent, surgira des travailleurs eux-mêmes quand ils bousculeront les calculs des états-majors politiques ou syndicaux. C'est cela que les militants communistes révolutionnaires doivent proposer de préparer à leurs camarades communistes, socialistes et syndicalistes.

**Jacques MORAND**

## Leur société

Gamma

*Manifestation du 6 février 1996*

### *Les retraités dans la rue*

# RAS-LE-BOL DES PONCTIONS SUR LES PENSIONS

Des dizaines de milliers de retraités ont manifesté le 22 octobre dans les rues de Paris et des grandes villes de province. Ils entendaient protester contre les promesses non tenues du tandem Chirac-Juppé, notamment sur « l'allocation dépendance » et la régression de leur pouvoir d'achat.

Pourtant à en croire le gouvernement et *Le Figaro*, les retraités se classeraient parmi les privilégiés qui, après avoir bénéficié d'un emploi, couleraient des jours heureux en vivant de leurs rentes. *Le Figaro* du 22 octobre relayait une étude de l'INSEE expliquant en effet que « *le niveau de vie des retraités dépasse désormais de 10 % celui des ménages salariés* ».

Mais où sont donc les retraités dont ces nantis et leurs porte-parole se servent comme exemple ? Parmi ceux de l'agriculture dont les revenus annuels tournent en moyenne autour de 35 000 F, les anciens ouvriers non qualifiés dont le total des pensions avoisine, toujours en moyenne, 92 000 F par an ou les ex-cadres supérieurs qui, eux, bénéficient en moyenne de 217 000 F, sans parler de ceux qui, parmi ceux-là, continuent à émarger dans une multitude de conseils d'administration ? Le procédé n'est pas nouveau qui consiste à noyer derrière des moyennes générales la réalité des situations particulières. Pas plus que ne le sont les comparaisons entre le sort de certaines catégories défavorisées avec des catégories qui le sont plus encore. Une façon de dire : « De quoi vous plaignez-vous, il y a pire ! ».

Les exemples ne manquent pas en ces temps de crise. Ainsi, pour le gouvernement et les larbins du patronat, ceux qui ont un emploi seraient des privilégiés par rapport aux chômeurs, ceux qui bénéficient du RMI seraient mieux lotis que ceux qui n'ont rien du tout, etc.

Privilégiés les retraités ? Pas tous. Car un sur deux perçoit moins de 4 700 F par mois et un million de personnes de plus de 60 ans doivent se contenter de survivre avec le « minimum vieillesse », soit 3 090 F par mois.

Juppé, parmi ses sales coups, n'épargne pas les retraités. A commencer par le changement intervenu dans le mode d'indexation et de revalorisation des pensions, qui devrait se traduire, d'après la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse elle-même, par une perte de pouvoir d'achat de 1,5 % par an en moyenne. Par ailleurs, après les 4 milliards de prélèvements supplémentaires en 1996, liés à la création du RDS, imposés aux revenus de tous les retraités, y compris aux personnes non imposables, ce sont 28,4 milliards qui seront amputés sur les revenus de quelque 5 millions de retraités en 1997, par le biais du RDS, du relèvement des cotisations maladie et de l'élargissement de la CSG.

De la réforme de 1982 au « plan Juppé » de l'an dernier, en passant par la modification des régimes de retraite décidée par Balladur en 1993, le pouvoir d'achat des pensions versées par le régime général a baissé de 4,1 % et d'environ 8 % pour les retraites complémentaires. Et cette érosion devrait s'accélérer avec d'une part l'extension de la durée des cotisations à 160 trimestres, au lieu de 150, ainsi que la prise en compte du salaire des 25 meilleures années, au lieu des 10 servant jusque-là de référence ; d'autre part, la réforme des retraites complémentaires.

Ainsi, qu'elle soit en activité, au chômage ou en retraite, c'est la population laborieuse qui subit les attaques du gouvernement contre son niveau de vie. Et comme les salariés, les retraités n'ont pas d'autre choix que de montrer leur colère.

Pour financer les régimes de retraite comme la Sécurité sociale, que le gouvernement commence par suspendre les allégements de charges et les subventions accordés au patronat et si cela n'est pas suffisant, qu'il taxe les vrais privilégiés, ceux qui vivent de la spéculation et de l'exploitation du travail des autres.

**Roger MEYNIER**

## Proche-Orient

# LES TRIBULATIONS D'UN CHIRAC EN ISRAËL

AFP

*Chirac repoussant un des membres du cordon de sécurité israélien*

**L'œil noir, le verbe haut, Chirac a presque fait son Intifada à Jérusalem. Il ne lui manquait qu'une pierre à la main pour avoir l'allure, l'espace d'un instant, de l'un de ces milliers de Palestiniens étouffés par une police et une armée israéliennes omniprésentes.**

Clamant dans tous ses discours et sur tous les tons la nécessité de créer un État palestinien, le retour du Golan à la Syrie, son refus de voir toute la ville de Jérusalem devenir israélienne, et insistant surtout sur l'idée que l'Europe (et il pensait avant tout à la France) coparraine les pourparlers israélo-palestiniens, Chirac a choisi d'irriter ses hôtes israéliens.

Tout ce périple a d'ailleurs été émaillé de multiples incidents, jusqu'au « coup de gueule » poussé dans les ruelles de la vieille ville de Jérusalem contre un service d'ordre envahissant qui malmenait des journalistes, rudoyait des diplomates et surtout repoussait avec violence des passants palestiniens.

Le voyage continue, avec en particulier un discours du président français devant le Parlement palestinien à Ramallah. Mais pour l'heure l'incident de Jérusalem est considéré comme clos. Nétanyahou, le Premier ministre israélien expliquant les incidents avec le service d'ordre par la nécessité de « *protéger un ami très cher* ». Quelques sourires de part et d'autre, quelques propos hypocrites et la page est tournée.

Si le voyage de Chirac n'a pas fait l'unanimité en Israël, il a au moins ressoudé sur le coup la majeure partie de la classe politique française. Du RPR au Parti Communiste, de l'UDF au Parti Socialiste, tous les représentants de ces partis ont tenu à témoigner leur solidarité à un Chirac malmené, exprimant leur indignation de voir ainsi la France, en la personne de son président, tout aussi malmenée... On se refait une popularité comme on peut !

Mais Chirac, fidèle représentant d'un impérialisme français de second rang, qui veut mais ne peut, n'a que les effets de manche pour tenter de s'imposer là où il ne pèse plus guère ; là où il a été supplanté par le concurrent américain plus fort que lui. Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

La politique défendue par Chirac à propos de l'État palestinien à construire par exemple, même si elle rencontre la sympathie des Palestiniens opprimés et humiliés par Israël, s'adresse surtout aux gouvernants arabes, dans le droit fil de la politique dite pro-arabe de de Gaulle inaugurée en 1967 et poursuivie par ses successeurs.

Auparavant, et en particulier dans les premières années d'existence d'Israël, la France avait été le principal fournisseur d'armes à l'État hébreu. A la fin des années soixante, ce fut en direction des pays arabes que l'industrie d'armement française déversa ses chars, ses canons et autres missiles. Le marché israélien perdu, il fut certainement avantageusement remplacé par celui de l'Irak, mais pas seulement.

La guerre du Golfe qui a imposé dans la région un peu plus encore l'impérialisme américain, a amené pour la France un ralentissement des exportations vers ces pays. Dans ce contexte, Chirac aimerait bien que l'impérialisme qu'il représente soit un peu plus reconnu et que, partant, il puisse conquérir quelques parts de marchés supplémentaires qu'il obtiendra... ou pas !

Le « coup de gueule » de Chirac, en dehors de chatouiller les papilles de ceux qui font profession de nationalisme, n'a pas d'autre but.

**Georges LATTIER**

## Afghanistan

# UNE ODEUR DE PÉTROLE PLANE SUR LE PAYS

Kaboul, la capitale afghane, se trouve à nouveau sous le feu des canons. A peine prise, fin septembre, par les talibans, ces « étudiants en religion » qui se sont empressés d'instaurer un régime de barbarie sous couvert de loi islamique, Kaboul est redevenue l'enjeu d'une bataille, les forces armées de l'ancien régime et de leurs alliés ayant repris l'offensive.

Celles-ci, dirigées par le commandant Massoud et le général Dostom, s'appuient sur des régions où la population appartient à d'autres minorités nationales – en l'occurrence tadjique et ouzbèque – que l'ethnie pachtoune qui compose la majorité des troupes des talibans. Bien sûr, l'ethnisme et le clanisme ne sont pas choses nouvelles en Afghanistan : les puissances coloniales, la Russie tsariste et la Grande-Bretagne, ont en leur temps assez joué de ces divisions pour imposer leur domination sur ce pays. Dans une période plus récente, la tentative de l'armée de la bureaucratie soviétique de maintenir un certain ordre dans ce pays s'est aussi appuyée sur ces clans et leurs chefs. Tout comme, d'ailleurs, le jeu de ces puissances régionales que sont l'Iran et le Pakistan.

Mais, aujourd'hui, si les reportages insistent sur le rôle des seigneurs de la guerre de telle ou telle ethnie ou sur la violence faite aux femmes dans les territoires contrôlés par les talibans et leur idéologie médiévale, il est un aspect du regain des combats sur lequel la presse s'est faite discrète : les enjeux pétroliers de la lutte pour le pouvoir à Kaboul.

Car, derrière la barbarie médiévale des « barbus » notamment, se profile tout le « modernisme » dont se targue l'Occident. Et en particulier les appétits des grandes compagnies pétrolières anglo-saxonnes qui rêvent d'imposer, par n'importe quel moyen, l'ordre dans ce pays, afin de pouvoir acheminer tranquillement, via l'Afghanistan et le Pakistan, le pétrole dont regorge la république ex-soviétique du Turkmenistan. Peu importe à ces compagnies si un voile médiéval retombe sur la moitié féminine de la population afghane, mais aussi que s'instaure contre tous un ordre barbare, si cela peut garantir la sûreté du futur oléoduc et des profits qu'elles en attendent. En ce sens, les talibans pourraient faire figure d'atout dans le jeu de ces compagnies, même si – et cela constitue une bonne partie de l'histoire des alliances et retournements d'alliances entre puissances occidentales, régionales et cliques gouvernantes afghanes – cette carte peut, demain, être retournée au profit d'autres. Y compris celles qui se trouvent, aujourd'hui, entre les mains, par exemple, de Dostom ou Massoud.

D'ailleurs – et la récente contre-offensive des troupes de Dostom et Massoud le montre – il n'est pas dit que la solution « talibans » réussisse à s'imposer, voire permette d'instaurer un équilibre conforme aux vœux de l'impérialisme. Et puis, il n'y a pas que les compagnies pétrolières à avoir intérêt à tenir ce carrefour géographique qu'est l'Afghanistan. D'autres trafics non moins lucratifs sont en jeu (sur les armes, les stupéfiants en direction ou depuis les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale) que pourrait menacer l'ordre taliban. Sans même parler de l'intérêt que la Russie a à ne pas voir le Turkménistan ex-soviétique écouler son pétrole vers le sud, donc en se passant d'elle. Cela – on l'imagine – a été le principal thème de la rencontre à Moscou ces jours-ci des dirigeants russes avec leur ancien collègue de la direction de l'ex-Parti communiste soviétique et actuel dictateur du Turkménistan, celui qui, en toute modestie, se fait appeler le turkmenbachi (« le père de la nation turkmène »). Et auprès duquel tout ce que le monde dit civilisé se presse depuis des années – Mitterrand fut un de ceux-là –, appâtés les uns par l'odeur de la manne pétrolière, les autres par la possibilité – tel Bouygues – de construire des palais somptueux pour ces nouveaux rois du pétrole.

Eh oui, on nous montre à la télévision, dans les journaux, ces femmes couvertes d'un linceul islamique imposé par les talibans, ces enfants nu-pieds envoyés à la mort par les seigneurs de la guerre afghans. Mais qui nous montrera ce pour quoi et surtout pour qui on enterre les unes et les autres – ces représentants d'une bourgeoisie mondiale qui empeste la mort, parce que la vie des petites gens, des femmes, des enfants, ne compte pas pour les capitalistes et les hommes politiques à leur service quand s'élève la fumée du profit, pétrolier ou autre ?

**P.L.**

## Russie

# RÈGLEMENTS DE COMPTES AU SOMMET

**Trois mois à peine après avoir été promu par Eltsine au poste de chef du Conseil de sécurité et son représentant personnel en Tchétchénie, le général Lebed a été limogé par le même Eltsine. Et il a été accusé par la quasi-totalité des hommes politiques en vue – depuis les ministres jusqu'aux dirigeants de presque tous les partis – d'avoir voulu fomenter un coup d'Etat. Pour ne rien dire d'une accusation de trahison reprise à son encontre depuis des semaines, puisqu'en signant un cessez-le-feu avec les indépendantistes tchétchènes, accord prévoyant la possibilité que la Tchétchénie accède à l'indépendance, Lebed aurait porté atteinte à l'intégrité de la Fédération de Russie.**

*Tchoubaïs, Koulikov, Lebed. Alliés un jour, ennemis le lendemain ou inversement*

AFP

Les mêmes journalistes qui ne tarissaient pas d'éloges sur Lebed quand Eltsine était allé le chercher, à la veille du second tour d'une élection présidentielle qu'il risquait de perdre, ont, comme d'habitude, fait chorus à la version officielle du Kremlin, aussi difficilement crédible que soit cette histoire d'une « légion russe » de 50 000 hommes que Lebed aurait voulu créer.

Policiers mobilisés par vacations de 12 heures d'affilée, contrôles d'identité à tous les carrefours : les autorités russes ont sorti le grand jeu à cette occasion. Officiellement, il s'agissait de faire face au risque de reprise des attentats. En les présentant comme d'origine forcément tchétchène, les indépendantistes tchétchènes voulant se venger ainsi du limogeage de Lebed, les dirigeants du Kremlin cherchaient ainsi à compromettre ce dernier.

Cette campagne sur les risques d'attentats n'est qu'une manœuvre des politiciens russes, sur fond de règlements de comptes entre cliques prétendant au pouvoir. Car ils se moquent bien de la sécurité de la population. En revanche, ces politiciens semblent avoir pris au sérieux le risque que représente Lebed qui cherche depuis quelque temps à distancer ses rivaux dans la course à un fauteuil présidentiel russe qui pourrait être vacant sous peu, étant donné l'état de santé d'Eltsine. Et la cause de son renvoi tient indubitablement au fait qu'il semblait de plus en plus prendre de l'avance sur ses concurrents directs dans la course à la succession d'Eltsine, ceux-ci parant donc au plus pressé en se liguant contre lui. Avant de se retourner à nouveau les uns contre les autres, car, bien sûr, cette lutte pour le pouvoir ne va pas cesser pour autant.

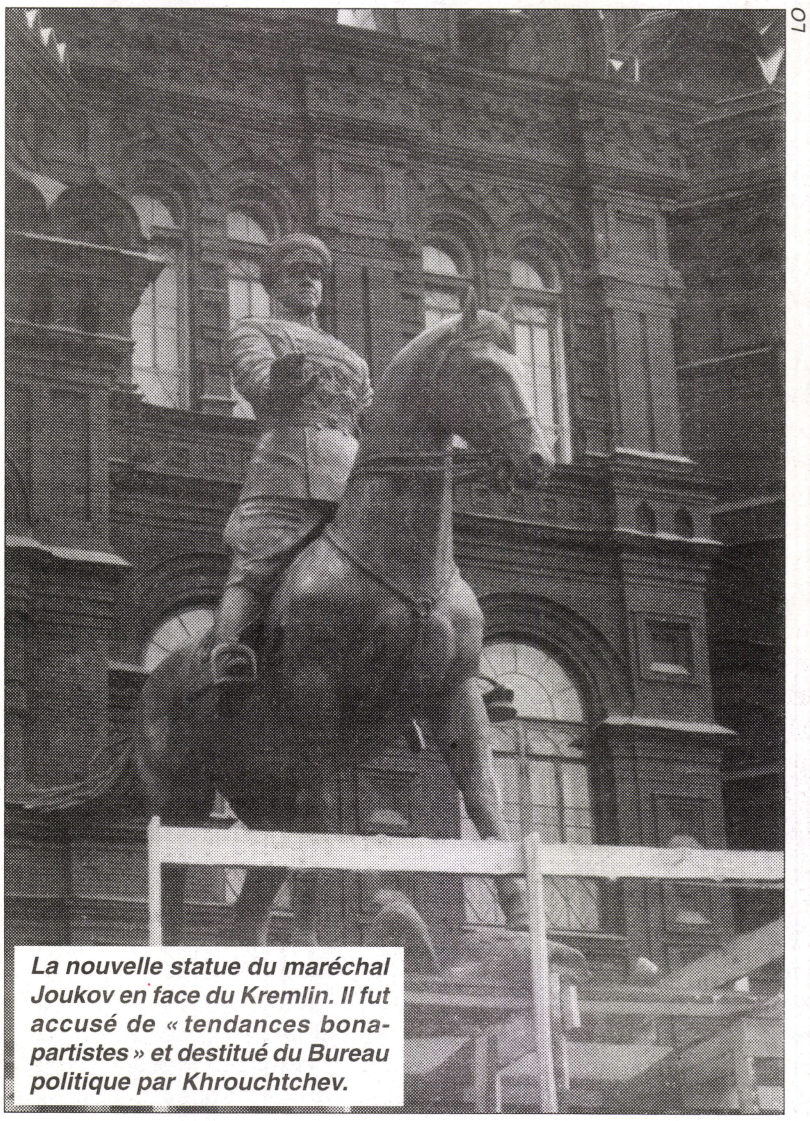
Mais si l'on invoque le risque d'attentats terroristes, ce n'est pas non plus par hasard. En effet, cet été, en pleine négociation des accords de cessez-le-feu entre Lebed et les dirigeants indépendantistes tchétchènes, trois attentats meurtriers avaient eu lieu dans les transports en commun moscovites que la rumeur publique avait attribués tantôt à Lebed, tantôt à ses rivaux au Kremlin. Et il apparaît de plus en plus ouvertement, comme l'a montré la foire d'empoigne où ils se sont lancé publiquement à la figure des affaires de meurtres et d'extorsions de fonds, que les uns et les autres ne s'embarrassent d'aucun scrupule.

Ce déballage nauséabond a d'ailleurs illustré une nouvelle fois l'état de pourrissement des cercles dirigeants d'une bureaucratie lancée dans une lutte au couteau pour le pouvoir, celui-ci étant la clé d'un enrichissement rapide.

Mais rien ne dit que la disgrâce de Lebed le desserve dans sa course au pouvoir. Les sondages le donnent largement plus populaire que n'importe lequel de ses rivaux : pour avoir réussi à apparaître comme celui qui voulait mettre un terme à la guerre en Tchétchénie, mais aussi pour avoir réussi à se présenter comme un empêcheur de corrompre en rond. Un Monsieur Propre qui aurait donc été éjecté du Kremlin par ceux dont il menaçait les intérêts d'autant plus scandaleux que, quand certains dirigeants russes avouent brasser des dizaines de millions de dollars, l'immense majorité de la population en est à revendiquer qu'on lui verse des mois d'arriérés de salaires, et de salaires misérables. Une disgrâce du même ordre n'avait pas trop mal réussi, en son temps, à Eltsine : en l'écartant du Bureau Politique du parti au pouvoir en 1988, Gorbatchev lui avait en quelque sorte donné un brevet de martyre aux yeux de l'opinion. L'on sait comment il s'en servit.

Quant à Lebed, on a eu la confirmation de la façon dont il pourrait le faire. Aussitôt limogé, il a profité de ses nouveaux loisirs pour aller voir l'opéra *Ivan le Terrible*, ce tsar dit réformateur qui instaura un régime de terreur sur toute la population au XVI[e] siècle : « *Cela m'apprendra à gouverner la Russie* », a-t-il déclaré à la presse…

**P.L.**



*La nouvelle statue du maréchal Joukov en face du Kremlin. Il fut accusé de « tendances bonapartistes » et destitué du Bureau politique par Khrouchtchev.*

LO

## Une lutte au propre au figuré

Quelques jours avant le limogeage de Lebed, les turpitudes des dirigeants russes s'étalaient sur la place publique.

A peine Lebed venait-il de s'allier avec Korjakov (ancien favori d'Eltsine, général du KGB devenu chef de la garde présidentielle avant d'être viré cet été par ses rivaux), que l'on a vu éclater de toutes parts des « révélations » sur ce Korjakov. Celui-ci cherche en effet à se faire élire député dans la circonscription de Lebed avec l'aide de ce dernier, afin d'échapper à des poursuites judiciaires, déclenchées par ses adversaires et relatives à de multiples affaires ayant valu à Korjakov le sobriquet de Raspoutine. Il n'est pas le premier à procéder ainsi : bien des gangsters notoires, des dirigeants de sociétés partis avec la caisse (et il y en a : en Russie, la dernière « victime » en date célèbre de ce type d'agissements étant… le Club Méditerranée !) se sont ainsi mis à l'abri derrière leur immunité parlementaire.

Mais, dans le cas de Korjakov, dont l'alliance avec Lebed pouvait apparaître d'autant plus dangereuse aux autres habitués des coulisses du Kremlin qu'il se vante d'avoir gardé des dossiers sur tout ce petit monde peu reluisant, les affaires sont de taille. Ainsi, lors d'une récente conférence de presse dudit Korjakov, on a vu se présenter l'ancien dirigeant du Fonds russe pour le Sport – et truand notoire –, venu accuser Korjakov d'avoir tenté de lui

La prochaine réunion du
**Cercle Léon Trotsky**
aura pour thème :
**LA QUESTION KURDE**
Vendredi 8 novembre
à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor
Paris 5e
Métro : Maubert-Mutualité
participation aux frais : 20 F

# ...e à mort, ...e comme ...é...

extorquer 40 millions de dollars et d'avoir recouru à des tueurs qui l'ont laissé invalide.

Ni la somme invoquée, ni les méthodes décrites, ni les personnes mises en cause n'ont d'ailleurs soulevé d'émotion particulière dans la presse qui a rapporté ces faits : vraies ou non, ces accusations semblent tout à fait plausibles. Korjakov, pour sa défense, s'il a bien sûr nié cette tentative de meurtre, a en revanche reconnu qu'« on » lui en avait commandé d'autres du temps où il se trouvait à la tête de la garde présidentielle. Il a mis en cause des membres de l'entourage d'Eltsine ou du Premier ministre, évoquant au passage d'autres affaires d'extorsion de fonds, suivies ou non d'assassinats, qui ont défrayé la chronique politico-affairo-gangstériste de Russie.

Et de voir, dans la rue ou sur les écrans de télévision, tous ces dirigeants, ces « hommes d'affaires » ne se déplacer qu'entourés d'une nuée de gardes du corps armés, qui n'hésitent pas à arrêter et désarmer des policiers qui déplaisent à leur chef, tout cela ne peut, aux yeux du public russe, qu'accréditer l'idée que ces « révélations » décrivent bien une partie de la vie que mènent les nouveaux riches et le personnel politique qui les entoure, quand bien même ce ne seraient pas les mêmes.

Évidemment, si les récents déboires de Korjakov montrent une chose, c'est qu'il vaut mieux détenir un pouvoir pour faire des affaires et bénéficier d'une immunité quasi absolue.

## Afrique

## Rivalité franco-américaine

# SUR LE DOS DE L'AFRIQUE NOIRE

**La récente tournée du secrétaire d'État américain Warren Christopher en Afrique noire a rallumé une petite guerre de communiqués entre ministres français et américain. Le responsable américain visait ouvertement la France en déclarant : « *Le temps est fini où l'Afrique pouvait être divisée en sphères d'influence, où des puissances extérieures pouvaient considérer des groupes entiers de pays comme leur domaine réservé* ». Le ministre français de la Coopération Jacques Godfrain, quant à lui, accusa le gouvernement américain de ne s'intéresser à l'Afrique qu'à quelques semaines de l'élection présidentielle, vu que Clinton ne s'est pas rendu jusqu'à présent une seule fois sur le continent africain... « *Scandaleux* », a répondu l'Américain ! Et ainsi de suite.**

**Il est possible, et même probable, qu'en effet le scrutin présidentiel aux Etats-Unis ne soit pas étranger au choix du moment pour ce voyage américain, ne serait-ce qu'à cause des électeurs noirs, sans oublier l'image de leadership mondial que tient toujours à se donner l'impérialisme américain. Mais « l'intérêt » de celui-ci pour l'Afrique noire n'est cependant pas chose nouvelle, et les dirigeants français sont bien placés pour le savoir.**

La « chasse gardée » des capitalistes français dans leurs anciennes colonies devenues indépendantes relève en effet d'une époque révolue.

Elle a connu ses grandes heures dans les années 1960 et 1970, l'État français s'y impliquant directement. L'impérialisme d'une petite puissance comme la France étant trop faible pour pouvoir compter sur l'attraction de ses seuls capitaux pour maintenir sa prépondérance une fois desserré le carcan colonial, il n'a pu continuer à imposer son influence que par les moyens des appareils d'État créés directement dans le prolongement de l'État français – sur le plan administratif, et surtout sur le plan financier à travers la dépendance du franc CFA. A cela s'ajoutait bien sûr le contrôle militaire à travers des troupes françaises toujours présentes sur place.

Mais le temps n'est plus, qui a pendant des années engraissé une grande partie de la bourgeoisie française et garanti aux Bouygues, Bolloré et compagnie des profits confortablement assurés. Dans la compétition internationale entre les capitalistes, il n'y a plus de « domaines réservés » qui tiennent, face à des rivaux de l'impérialisme français plus puissants. Aujourd'hui, la domination financière de l'impérialisme américain ne se masque pas plus en Afrique qu'ailleurs. En particulier depuis que les institutions financières à travers lesquelles elle s'exerce ont contraint le gouvernement français à dévaluer de moitié le franc CFA (janvier 1994), ce qui revenait à un quasi-abandon de fait de la zone franc. Les capitalistes français y ont perdu leur principale arme face à la concurrence étrangère.

Les capitaux français ne font pas le poids. Par exemple, face au conglomérat minier Anglo American, basé en Afrique du Sud, qui ne cesse d'étendre ses positions dans l'Afrique de l'Ouest francophone aux ressources minières, paraît-il, sous-exploitées.

Ce rapport des forces, le gouvernement français ne peut l'ignorer. Mais il a toujours de bonnes raisons de s'accrocher. Des raisons de présence politique, de rang à l'ONU, etc., sans compter, et ça n'est pas le moins important, des raisons plus directement économiques.

L'Afrique noire est sans doute un marché minuscule vu des Etats-Unis, mais le pétrole du Gabon, du Congo, du Cameroun, peut-être aussi de l'Angola, intéresse vivement le groupe français Elf (sans négliger ses dirigeants ou ex-dirigeants comme Le Floch-Prigent, ou encore les partis politiques français...). Les intérêts d'Elf ont toujours été considérés par les gouvernements successifs comme au cœur des « intérêts nationaux ». Ce n'est pas par hasard – et pas par simple amitié pour le vieux dictateur Omar Bongo – qu'une notable partie des interventions militaires françaises en Afrique ont eu pour théâtre le Gabon.

AFP

*Intervention de légionnaires français au Gabon en 1989*

A plusieurs reprises déjà, des affrontements plus ou moins feutrés ont opposé les « intérêts français » et des compagnies pétrolières américaines dans ces différents pays. Elf et ses puissants intéressés n'ont sûrement pas envie de se laisser évincer. Et il y a sans doute une fois de plus comme une odeur de pétrole dans l'affaire actuelle.

Par ailleurs, Warren Christopher a lancé, au cours de son voyage, un projet de force armée inter-africaine « humanitaire » placée sous tutelle américaine, qui ne pouvait pas non plus être du goût de nos ministres. Car jusqu'alors l'armée française était présente en Afrique pour protéger les intérêts des capitalistes français mais aussi parce qu'elle y jouait le rôle de bras armé, de gendarme local de l'impérialisme en général, en quelque sorte par une délégation consentie par les États-Unis, qui lui laissaient ce rôle et ses inconvénients bien volontiers. Les dirigeants français n'apprécient guère, semble-t-il, de voir à présent les Américains le leur contester.

Ce qui n'empêche pas les moyens français de ne plus être ce qu'ils étaient, y compris sur le plan militaire : l'armée française prépare une diminution sérieuse de ses effectifs « prépositionnés » en Afrique...

Il reste que, si, vis-à-vis des dirigeants américains, les Godfrain et autres ministres ne peuvent guère aller au-delà de dérisoires flèches verbales, ils conservent malheureusement en revanche, vis-à-vis des peuples africains, un bien réel pouvoir de nuisance. Pour être devenu un « petit » impérialisme, l'impérialisme français n'en est pas moins capable de rapacité et de férocité là où il peut s'agripper.

**Christiane LE GUERN**

Gamma

*Elf Gabon : plate-forme en mer.*

# 1956 L'INSURRECTION OUVRIÈRE EN HONGRIE

AFP

Un des restes de la statue de Staline abattue pendant l'insurrection.

**Il y a quarante ans, le 23 octobre 1956, une manifestation réclamant des changements démocratiques et le retrait des troupes d'occupation russes se transformait en Hongrie en insurrection armée.**

La Hongrie faisait alors partie de cette ceinture d'États, dits Démocraties Populaires, qui, de la Pologne au nord à la Bulgarie au sud, constituaient une sorte de glacis pour l'Union soviétique, et dont les régimes se revendiquaient du socialisme voire du communisme pour imposer à leurs peuples des dictatures féroces. Contrairement à l'URSS, où la dictature stalinienne était issue de la trahison d'une véritable révolution prolétarienne par une couche bureaucratique, l'origine des Démocraties Populaires n'avait rien eu à voir avec l'activité révolutionnaire consciente du prolétariat. L'armée soviétique, qui avait conquis ces pays dans la guerre contre l'Allemagne nazie, avait au contraire imposé, dans un premier temps en parfait accord avec les puissances impérialistes occidentales victorieuses, la reconstruction d'États destinés à empêcher, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, un éveil révolutionnaire de la classe ouvrière semblable à celui qui avait marqué le lendemain de la Première Guerre.

Ce sont les nécessités de la guerre froide et la volonté de la bureaucratie soviétique de garder ces pays dans sa sphère d'influence qui la poussèrent par la suite à éliminer de la direction de ces États les hommes politiques les plus pro-occidentaux, à les remplacer par les dirigeants des partis dits communistes, réputés les plus dévoués à Moscou, et à installer des régimes de parti unique. C'est encore cette nécessité politique de soustraire ces pays à l'influence occidentale qui poussa la bureaucratie soviétique à fermer les frontières de ces pays, à leur imposer le monopole du commerce extérieur, à pousser l'étatisation de l'industrie jusqu'au bout, à la compléter par la collectivisation forcée des terres et à adopter les méthodes et même les tics du régime stalinien de l'URSS.

Mais, derrière l'étiquette communiste, ces pays étaient des dictatures dont le poids pesait surtout sur la classe ouvrière, privée de toute liberté et de tout droit autre que celui de travailler, pour assurer l'industrialisation à un rythme forcené. Et le mensonge permanent, le décalage entre la triste réalité et les slogans présentant le régime comme l'émanation des travailleurs eux-mêmes, rendit rapidement la dictature d'autant plus haïssable aux yeux de ces derniers.

## Après la mort de Staline

La mort de Staline en 1953 a été un catalyseur dans plusieurs pays de l'Est. En Hongrie, des grèves sporadiques éclatèrent, vite étouffées, sur la question des salaires, du travail aux pièces, des normes. Berlin-Est 1953 : une grève éclata parmi les maçons de la Stalinallee. Intervention des chars russes. Grèves à Brno, en Tchécoslovaquie 1954, à Poznan, en Pologne au printemps de 1956.

La crise de direction en URSS, la rivalité entre les prétendants à la succession de Staline, laissa le champ plus libre à des luttes sourdes au sommet même des PC au pouvoir. En Hongrie, c'est sous l'arbitrage de Moscou que Ràkosi, le dictateur installé par Staline, a dû céder, dès 1953, sa place de Premier ministre à Imre Nagy, tout en gardant le poste de premier secrétaire du parti. Écarté de nouveau moins de deux ans après, puis exclu du PC, Nagy devint le porte-drapeau de tous ceux qui, au sein du parti aussi bien qu'à l'extérieur, pour des raisons diverses et pour une large part contradictoires, ne voulaient plus de Ràkosi et de son clan. Dans l'année 1956, sous l'effet en particulier du XX[e] congrès du PC de l'URSS et du rapport secret de Khrouchtchev, les rivalités au sommet se sont progressivement transformées en effervescence touchant des cercles de plus en plus larges du parti, puis de l'intelligentsia. À l'automne, les activités, les débats des cercles contestataires, illégaux mais de plus en plus publics, comme le cercle Petöfi, commencèrent à attirer quelques travailleurs.

Une effervescence similaire se produisait au même moment en Pologne. Elle se cristallisait autour de la revendication du retour de Gomulka au pouvoir. Elle avait une influence importante sur les événements en Hongrie. La manifestation du 23 octobre, appelée à Budapest par différentes associations d'étudiants, mais aussi par la Jeunesse Communiste, se voulait d'ailleurs une manifestation de solidarité avec la Pologne.

## Le 23 octobre 1956 : l'explosion

On sait ce qu'il en est advenu de la Pologne : les dirigeants russes, débarquant à Varsovie, ont paru céder devant la contestation et intronisèrent Gomulka. Mais ce dernier ne mit pas longtemps à se transformer en dictateur et en représentant de la bureaucratie soviétique auprès de son peuple.

Ce qui a changé le cours des choses en Hongrie, c'est l'irruption de la classe ouvrière dans l'effervescence initiée par les contestataires du parti et par l'intelligentsia. La manifestation du 23 octobre se gonfla de milliers de travailleurs sortant des usines et des bureaux : deux cent mille, trois cent mille peut-être. Et surtout, un discours provoquant de Gerö, ancien bras droit et successeur de Ràkosi ; le refus de la radio de laisser les représentants des manifestants lire une déclaration ; des tirs de l'AVH, la police politique, et ce fut l'explosion.

Dans la nuit du 23 au 24 octobre, l'énorme statue de Staline, symbole du régime, fut abattue, les premières unités militaires – notamment celle chargée de la protection de la radio – passèrent leurs armes aux manifestants. La manifestation était devenue insurrection.

Le lendemain, ce fut la grève générale, et la constitution, à l'usine de produits électriques Egyesült Izzo à Budapest, et à Miskolc, grande ville industrielle du Nord, des premiers conseils ouvriers avec pour but proclamé de prendre la direction de l'usine au nom de ses travailleurs. L'exemple se répandit en quelques jours, à Budapest comme dans les villes industrielles. Les travailleurs s'armèrent, ici, en constituant des milices chargées de défendre leur entreprise, là, en rejoignant les groupes de combattants.

L'explosion disloqua rapidement l'armée, vida les casernes de la police et balaya la police politique. Elle repoussa une première intervention des troupes soviétiques stationnant en Hongrie dont les soldats n'avaient manifestement pas le cœur à cet ouvrage-là (il y en eut même qui passèrent du côté des insurgés).

Cette insurrection ouvrière n'a pas été voulue et, à plus forte raison, préparée par les courants du PC regroupés autour de Nagy. Même les éléments les plus avancés de l'intelligentsia contestataire, souhaitant sincèrement des réformes, furent surpris et effrayés par l'explosion ouvrière.

Dès les premiers jours, la direction du PC réintégra Imre Nagy, l'installa comme Premier ministre et nomma à la tête du parti Kàdàr, une des nombreuses victimes des procès staliniens, dits procès Rajk. Nagy, après avoir cautionné de sa présence l'appel à la première intervention des troupes soviétiques et les fusillades contre les insurgés, se présenta en chef de la révolution, puis, au fil des jours, liquida le régime du parti unique et se mit à réclamer le retrait des troupes soviétiques et la reconnaissance de la neutralité du pays.

## Les conseils ouvriers s'organisent

Les tout derniers jours d'octobre, le mouvement semblait victorieux. Les conseils ouvriers, dont certains se mettaient à se fédérer à l'échelle régionale, commençaient à envisager une proche reprise du travail et affirmaient leurs revendications. Ces revendications ne se cantonnaient pas au domaine des augmentations de salaires, de la suppression du travail aux pièces ou aux multiples autres revendications matérielles. Les conseils ouvriers se considéraient comme les directions légitimes des usines, licenciaient les chefs les plus compromis, embauchaient, préparaient la reprise du travail. Ils affirmaient leur volonté de participer à la réorganisation de l'ensemble de l'économie, en refusant toute restauration du capitalisme, toute privatisation des entreprises et tout retour à l'ancien régime réactionnaire.

Au-delà des formulations imprécises quant à l'organisation économique et sociale de l'avenir, sans parti à elle, sans direction politique, la classe ouvrière cherchait son chemin.

Pendant les quelques jours qui séparaient la victoire apparente de l'insurrection et la nouvelle intervention russe, les travailleurs armés, les conseils ouvriers, qui prenaient de plus en plus en charge les problèmes de la population et traitaient avec le gouvernement et les commandements russes, détenaient la réalité du pouvoir. Mais ni dans les faits, ni même dans les projets, les travailleurs ne voyaient d'autre perspective sur le plan politique que la consolidation du gouvernement Imre Nagy. Le mouvement dans son ensemble trouva là ses limites objectives sur le plan politique.

La situation était néanmoins porteuse de conflit entre le gouvernement de Nagy qui cherchait à reconstituer, sous son autorité, l'armée et la police, et, de l'autre côté, les conseils ouvriers dont certains étaient passablement

# Il y a quarante ans

méfiants, voire commençaient à débattre du rôle futur des conseils ouvriers. Mais la bureaucratie soviétique n'a, de toute façon, pas laissé la révolution aller jusqu'au bout de ses possibilités.

## *Le 4 novembre 1956 : les troupes de la bureaucratie soviétique interviennent*

Le dimanche 4 novembre, les troupes de la bureaucratie, renforcées par des régiments venus d'URSS, ont attaqué partout : deux cent mille hommes, des chars, de l'aviation. La bureaucratie avait les mains libres : au même moment, les troupes anglaises, françaises et israéliennes étaient en train de débarquer à Suez, pour punir Nasser d'avoir nationalisé le canal.

La résistance armée dura une semaine et, sporadiquement, plus longtemps. Dans la région de Budapest même le quartier industriel de Csepel, avec ces quelque cent cinquante mille ouvriers concentrés dans quelques grandes entreprises, fut le dernier à cesser le combat.

L'insurrection était militairement vaincue. La résistance politique continua cependant. Elle était pour ainsi dire exclusivement le fait de la classe ouvrière. La grève resta générale pendant plusieurs semaines. Les conseils ouvriers de la capitale, jusque-là dispersés par quartiers, se fédérèrent en un Conseil Ouvrier Central de Budapest. Face à un nouveau gouvernement fantoche constitué sous la direction de Kàdàr, face au commandement de l'armée de la bureaucratie, il se posait en porte-parole non seulement de toute la classe ouvrière, mais de toute la population – et était considéré ainsi.

Mais les jeux étaient faits. Après plusieurs semaines de semblant de négociations, de promesses, la fatigue, la faim, un hiver particulièrement froid eurent raison de la grève. Les deux dernières journées de grève générale, les 11 et 12 décembre, coïncidèrent avec l'interdiction du Conseil Ouvrier Central de Budapest et l'arrestation de ses membres.

Une chape de plomb tomba sur le pays : après les milliers de morts dans les combats, il y eut des dizaines de milliers d'arrestations, des déportations ; deux cent mille réfugiés, des procès truqués, des condamnations à mort, des exécutions avec ou sans procès.

Les conséquences politiques de l'écrasement de la classe ouvrière par la bureaucratie soviétique ont été incalculables, et pas seulement pour la Hongrie. Les forces politiques qui cherchaient une issue politique à la dictature stalinienne du côté des idées communistes et de la classe ouvrière, allaient être remplacées par d'autres, tolérées, voire protégées par la bureaucratie : des forces représentant les aspirations de la petite bourgeoisie – à cette dernière, Kàdàr allait faire cadeau plus tard du fameux socialisme du goulasch ; l'Église, des courants réactionnaires divers.

Brisé par la répression, occulté dans les décennies suivantes, Octobre 1956 a été récupéré par la réaction, pour en faire un événement simplement antisoviétique et anticommuniste. Une vision reprise à son compte par la couche dirigeante en Hongrie lorsque, après avoir réprimé et opprimé les ouvriers au nom du communisme, elle a choisi après 1989 de se proclamer pro-capitaliste et pro-occidentale.

Les bouchers de 1956 ou leurs descendants, main dans la main avec les partisans du régime réactionnaire d'entre les deux guerres, ont proclamé le 23 octobre fête nationale. Et, fait symbolique, le quarantième anniversaire de l'insurrection sera commémoré sous l'égide d'un Premier ministre qui fut en 1956 un des membres fondateurs des unités de répression antiouvrières de Kàdàr et sous celle d'une opposition de droite réactionnaire dont les travailleurs n'avaient pas voulu, en 1956, le retour.

Mais malgré la mémoire brisée ou dénaturée, il n'est pas dit qu'avec un nouvel éveil, les travailleurs ne retrouveront pas tout naturellement le souvenir des conseils ouvriers de 1956, comme leurs aînés de 1956 ont su retrouver celui des conseils ouvriers de la révolution prolétarienne de 1919.

**Georges KALDY**

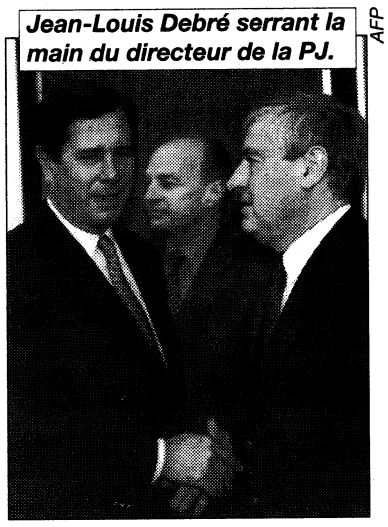
*Le 23 octobre : une colonne de chars «soviétiques» dans Budapest.* AFP

# Leur société

## *Debré couvre Foll, qui couvre Chirac...*

# LA VÉRITÉ N'EST PAS PRÊTE DE SORTIR DES HLM

**Le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, qui avait manifesté son appui à Olivier Foll, le patron de la police judiciaire, lui a réitéré son soutien malgré la récente condamnation de ce dernier par un tribunal pour non-respect de la loi et refus d'aider la justice. À part cela, Debré se présente comme un farouche défenseur de la loi... contre les sans-papiers, par exemple.**



*Jean-Louis Debré serrant la main du directeur de la PJ.* AFP

A l'origine de cette affaire se trouve l'enquête menée par le juge Halphen sur les financements douteux des HLM de la Ville de Paris, enquête mettant en cause l'actuel maire, Tibéri, mais surtout son prédécesseur, un certain Jacques Chirac. Autant dire qu'il s'agit d'un dossier «ultra-sensible». Halphen ayant décidé de perquisitionner chez Tibéri, il avait demandé la présence de policiers pour l'assister, comme la loi l'y oblige et en fait obligation à la police judiciaire. Ce qualificatif de judiciaire indique d'ailleurs qu'en cela la police est une auxiliaire de la justice. Mais Olivier Foll commanda aux policiers de ne pas participer à cette perquisition lorsqu'il apprit, au dernier moment, où elle devait avoir lieu. Il se justifie en reprochant au juge d'avoir manifesté sa méfiance envers la police en ne dévoilant pas à l'avance ses intentions. À quoi le juge répond, non sans fondement, qu'en prévenant la police, il redoutait une fuite. Si quelqu'un connaît les connivences de la police avec les hommes du pouvoir, c'est bien un juge ! Ne serait-ce que parce que la justice elle-même n'est pas forcément à l'écart de ce type de réactions. La presse a d'ailleurs rapporté des exemples de suspects de haut vol qui ont, semble-t-il, été prévenus par la police, le temps pour eux de mettre à l'abri des documents compromettants.

Olivier Foll a toujours prétendu avoir agi de sa propre initiative, affirmation qui ne peut que faire sourire. D'autant que le ministre de l'Intérieur, Debré, sans aucune gêne, ni même précaution de forme, l'a totalement couvert juste après son refus en déclarant que Foll «*avait donné les ordres qui convenaient*».

Bref, il a fait son boulot en protégeant ses patrons. Et tant pis pour ceux qui croiraient que la loi est la même pour tous...

Des couleuvres de cet ordre, les juges, on s'en doute, ont l'habitude d'en avaler. Cela fait partie du métier. Mais, d'habitude, un ministre ne vient pas, tel Debré, le crier sur les toits. Et la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris ne pouvait pas ne serait-ce que symboliquement marquer le coup : elle a donc retiré pour six mois son habilitation d'officier de police judiciaire au directeur de la PJ. Ce n'est évidemment pas bien grave pour l'intéressé car Debré maintient Foll à son poste. Il n'est pas viré comme l'aurait été un simple salarié ayant commis une faute grave. Mieux, loin de «s'écraser», Foll proteste contre la sévérité du jugement et annonce se pourvoir en cassation. Peut-être le pouvoir trouvera-t-il d'autres juges pour désavouer les précédents. Ce ne serait pas la première fois. Toubon, le ministre de la Justice, a su à qui s'adresser pour qu'on laisse tranquilles Tibéri, Juppé et Chirac avec leurs histoires d'appartements...

Le principal syndicat des commissaires de police s'est mobilisé pour soutenir Foll, donnant ainsi le spectacle de cadres de la police défendant ouvertement le non-respect de la loi. Au moins, pour une fois, les choses sont claires !

Car, face à quelques juges trop curieux, et qui ne sont pas légion, on trouve tout le poids des ministres, de la police et... de la plupart des magistrats aux ordres. L'image véritable de la justice, ce ne sont pas Halphen et quelques autres qui la donnent, mais les magistrats que Toubon a nommés récemment, comme le procureur général de Paris qui vient d'étouffer toute une série d'affaires.

Lorsque les politiciens parlent de «transparence» et «d'État de droit», ce n'est, en France comme en Belgique, en Italie ou ailleurs, que pour donner le change. Si cette affaire prouve quelque chose, c'est que la loi est faite par et pour les gouvernants et, en dernier ressort, pour les profiteurs de la bourgeoisie.

**André VICTOR**

# PENDANT LES AFFAIRES, LES AFFAIRES CONTINUENT... suite et pas fin !

Ces derniers jours se déroulait le procès du patron de Cacharel, et ancien maire de Nîmes, Bousquet. Il lui était reproché d'avoir fait payer par des fausses factures sur le budget de la municipalité les vigiles et autres domestiques qui s'occupaient de la surveillance et de l'entretien de sa propriété. À l'autre bout de la France, le président du Conseil général de l'Oise, Mancel, par ailleurs secrétaire général du RPR, était mis en cause par un rapport de la cour des comptes de Picardie qui dénonçait le train de vie du Conseil général, de son président voire de sa famille. Tout dernièrement ont été annoncées des poursuites plus précises suite à des commissions qui auraient été versées à l'occasion de marchés passés par le département.

Telle est la rubrique ordinaire de ce qu'on appelle les affaires. Des politiciens qui ont tendance à considérer leur position, leur fief électoral comme on dit si bien, comme une propriété personnelle. Certes, il est bien normal que le comportement de ces parvenus, ou de ces bourgeois authentiques tel Bousquet, provoque l'indignation de la population, à qui ces gens prêchent la rigueur et la nécessité des sacrifices.

Mais, dans ces affaires, bien souvent on laisse dans l'ombre et libres de continuer à agir à leur guise les corrupteurs attitrés et récidivistes, les grands trusts du bâtiment et des travaux publics, ceux de la distribution d'eau...

Pour que des pourboires soient distribués à quelques politiciens, des larbins en somme, il faut bien que les profits générés par les contrats surfacturés soient, eux, considérables. Mais les règles de cette société et la justice considèrent que les contrats commerciaux, fussent-ils exorbitants et le résultat d'une corruption avérée, sont sacrés et intouchables

L'exemple de Grenoble est significatif. Le maire, Carrignon, s'est vu condamné à plusieurs années de prison pour avoir touché des pots-de-vin de la Lyonnaise des Eaux. En contrepartie, celle-ci avait reçu la gestion de l'eau de la ville, ce qui lui a permis d'augmenter de façon vertigineuse le prix de l'eau et d'encaisser les super-profits qui en découlent. Mais le PDG de la Lyonnaise n'a pas été poursuivi, et le contrat passé dans de telles conditions s'est imposé à la nouvelle municipalité, et surtout aux Grenoblois. La ville et ses habitants devront payer pour récupérer la gestion de l'eau, contrat oblige.

Mais les affaires, les vraies, celles qui sont le résultat de l'exploitation des travailleurs et de toute la population, avec ou sans pots-de-vin, ne seront, elles, jamais mises en jugement dans le cadre des lois.

**Paul SOREL**

AFP

## Assez de licenciements !

# LICENCIONS LES LICENCIEURS !

Un peu partout les patrons continuent à rentabiliser comme ils disent, réorganiser et rationaliser... aux dépens des travailleurs. Car le plus souvent, quand cela ne se traduit pas par la fermeture de l'usine, cela signifie un «plan social», des suppressions d'emplois, des licenciements.

À Moulinex, le PDG maintient son projet de supprimer 2600 emplois en France, de fermer les usines de Mamers et d'Argentan dans la perspective de pouvoir mieux exploiter d'autres travailleurs, d'Espagne, du Mexique ou d'ailleurs.

Au Crédit Foncier, les menaces pèsent toujours sur 2300 salariés, qui risquent de se retrouver sur le pavé parce que la politique du gouvernement en matière de prêts immobiliers a changé...

Les actionnaires d'Eurotunnel, eux, sont sauvés; les banques qui ont financé aussi; les entreprises du BTP qui ont construit et se sont enrichies au-delà de toutes leurs espérances en dépassant largement le budget de départ, aussi. Mais les patrons, français comme anglais, de la société Eurotunnel annoncent 657 suppressions d'emplois sur 3500 salariés. En guise de consolation, ils déclarent que la répartition des licenciés d'un côté et de l'autre de la Manche sera «*équitable*». Les intérimaires et les sous-traitants seront bien sûr les premiers à être jetés sur le sable.

À la Lainière de Roubaix, 300 travailleurs ont été licenciés. C'est ce que les patrons appellent un plan de sauvetage, confirmé par les matraques de la police de Juppé, envoyée contre ceux qui manifestaient le 9 octobre dernier contre ces licenciements.

Les salariés des arsenaux, à Lorient, à Cherbourg, à Brest, voient leurs emplois menacés. De même à la SNCF, les 5000 suppressions d'effectifs sont toujours à l'ordre du jour.

D'une manière générale, les patrons du BTP programment la suppression de 100000 emplois d'ici un an et demi, cela après que 26000 ont déjà disparu au cours du seul premier semestre de cette année!

Et puis, il y a partout de petites entreprises qui mettent la clé sous la porte et licencient, comme par exemple Electrolux à Reims qui supprime 216 emplois sur 430, ou la Somatex qui ferme ses usines du pays de Loire, soit 105 emplois et donc 105 familles qui sont frappées de plein fouet. Et au total cela fait un nombre impressionnant, croissant, de travailleurs privés de leurs moyens de vivre.

Le CNPF peut ainsi déclarer à qui veut l'entendre qu'on ne pourra faire autrement qu'avoir 6 millions de chômeurs en France en l'an 2000... À condition que les travailleurs les laissent faire! À jeter ainsi de l'huile sur le feu, à grands seaux, il est à prévoir, et à souhaiter, que la classe ouvrière n'attendra pas l'an 2000!

**L.P.**

## Ministère du Travail et de la Santé

# TOUJOURS PLUS POUR LES HAUTS FONCTIONNAIRES, TOUJOURS MOINS POUR LES AUTRES!

Il y a une quinzaine de jours était affiché, sur les murs du ministère Travail-Santé, un article du quotidien *Le Monde* sur les décisions du gouvernement d'augmenter les primes des administrateurs civils, soi-disant pour les aligner sur les hauts fonctionnaires des Finances. Soit une augmentation moyenne de salaires de 3000 F par mois.

Cette nouvelle a créé l'émoi et semé la colère parmi le personnel, parmi lequel plus de 200 d'entre nous sont sous contrat à temps partiel et gagnent moins que le SMIC. Quant aux autres, leurs salaires et primes sont bloqués depuis deux ans. Et surtout, à l'heure où le niveau de vie de tous diminue et où le gouvernement rogne sur les revenus les plus faibles (RMI, allocations chômage, primes de rentrée scolaire, etc.), cette augmentation est apparue comme une provocation.

Une pétition a été signée massivement et une délégation s'est rendue au cabinet du ministre où la trentaine de présents a pu dire l'indignation de tous. La réponse des collègues a été que, le 17 octobre, les bureaux étaient déserts et la grève de la fonction publique a été mieux suivie que d'habitude.

Bien joué, Barrot!

L'étape suivante consiste à réclamer la même augmentation pour tous.

nos lecteurs écrivent

## ANNECY :

# L'OPAC DOIT RECULER DEVANT LA DÉTERMINATION DES LOCATAIRES

Depuis quatre mois, nous sommes une vingtaines de locataires des Teppes 3 à Annecy en conflit avec l'Office d'HLM-OPAC. En effet, lors du relevé de charges 1995, nous avons eu la mauvaise surprise de constater une augmentation importante des charges (plus de 2500 F sur l'année). Le prétexte invoqué par l'OPAC était une prestation supplémentaire pour laquelle on nous avait assuré, par écrit, qu'elle n'aurait pas d'incidence sur «*le montant global des charges*».

Voyant cela, nous avons décidé collectivement de ne pas payer le solde de charges et demandé une entrevue à l'OPAC. Dans un premier temps, celui-ci nous a traités avec la plus grande arrogance, refusant de justifier l'augmentation et même de nous recevoir à plusieurs reprises. Il nous a aussi fait envoyer des lettres de rappel et même deux agents assermentés pour tenter de nous intimider, sans que notre détermination faiblisse.

Finalement, l'OPAC aura dû reculer. Non seulement il renonce à nous faire payer le solde de charges 1995 que nous contestions, mais remboursera aussi l'année 1994. C'est grâce à notre lutte et à notre solidarité que nous avons gagné.

## Échos des entreprises...

### LA LOI DE ROBIEN ILLUSTRÉE

La loi dite de Robien, censément en faveur de la réduction du temps de travail, est en réalité un instrument au service des patrons. L'État leur offre une exonération importante de leurs cotisations de Sécurité sociale pendant 7 ans, moyennant la promesse (sur 2 ans seulement) de créer des emplois ou d'éviter des licenciements, en diminuant un peu la durée du travail et les salaires avec, bien sûr.

Ils appellent cela le «partage» du travail. Mais les patrons ne s'y trompent pas. Ils se précipitent sur le cadeau, au point que le budget prévu par l'État ne suffit déjà plus face à leurs demandes et qu'on parle de le rallonger de 2 milliards...

### UNE MANNE POUR LES PATRONS LICENCIEURS

Notre ex-PDG, devenu patron d'Alpia, a vite compris les avantages qu'il pouvait tirer de la loi de Robien sur la réduction du temps de travail.

Dans un premier temps, il annonce un plan de 19 licenciements secs. Puis il prétend «sauver» 7 emplois en réduisant le temps de travail de 15%. Ainsi Alpia bénéficiera de 50% de réduction de charges sociales la première année et 40% les six années suivantes.

Résultat : en licenciant 11 travailleurs, Alpia recevra en cadeau de l'État des centaines de milliers de francs par an. Le gouvernement estime à 80000 F par an et par salarié concerné ses dépenses pour 1997.

Pas étonnant que les patrons applaudissent!

*Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *STAINLEY-SICFO (Besançon)*

### CHANTAGE PATRONAL

**Les salariés de POE ont bien raison de protester contre les prétentions de leur patron.**

Le chantage qu'il leur fait est inadmissible : pour soi-disant sauver des emplois (et encore sous aucune garantie), le patron veut imposer une réduction du temps de travail qui s'accompagne d'une réduction de salaire et de surcroît une modulation du temps de travail dans une fourchette comprise entre 23h10 et 46h par semaine.

Le patron, qui est loin d'être au bord de la faillite, compte ainsi bénéficier des dégrèvements fiscaux de la loi de Robien liés à la réduction du temps de travail et, en plus, il compte bien augmenter sa marge bénéficiaire en rentabilisant au maximum le coût du travail.

À POE, comme ailleurs, face aux menaces que le patronat fait peser sur l'ensemble de la classe ouvrière, le seul objectif est l'interdiction des licenciements et le contrôle des comptes patronaux et de leur marge bénéficiaire.

*Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *PEUGEOT (Sochaux)*

Air France

# DES SALAIRES DE HAUT VOL...

La justice vient d'ouvrir une enquête préliminaire sur des salariés-fantômes, mais à la paye bien réelle et consistante, qu'entretenait Air France. Il y a plus d'un an, une enquête sur des malversations reprochées au PDG de la Française des Jeux avait fait apparaître que plusieurs proches de Mitterrand avaient émargé à Air France, dont l'ancien ministre de la Justice, Vauzelle, un conseiller présidentiel et écrivain, Paul Guimard, mais aussi le fils de Tibéri et d'autres.

À l'époque, Guimard s'était étonné qu'on lui reproche cette peccadille, expliquant en substance : qu'est-ce que c'est que 20000F par mois?.. Il est vrai que dans les ateliers, les hangars ou sur les pistes, nous aussi, nous pourrions nous demander ce que c'est : aucun d'entre nous n'a jamais touché un tel salaire, surtout pour ne rien faire. Mais, pour ces gens, il faut croire que c'est en quelque sorte de l'argent de poche et il n'y aurait pas de quoi fouetter un chat pour si peu!

Mais nous nous demandons aussi quand et où les PDG d'Air France, Attali et Blanc, auraient jamais fait état de telles choses, eux qui pourtant n'ont jamais hésité à invoquer leur souci de tout dire sur la santé financière de la compagnie pour tenter de justifier le blocage de nos salaires, l'appel à toujours plus de sacrifices. Mais on a beau chercher, on ne trouve pas. Et pour cause!

De quoi se dire que, s'ils nous mentent pour des «broutilles», ils ont encore plus intérêt à ne pas nous dire la vérité sur les énormes transferts financiers qui se sont exercés et ont encore lieu de la compagnie vers les banques, vers des sociétés de service privées, vers des actionnaires d'entreprises gravitant autour du transport aérien.

Cela, il ne faut évidemment pas compter sur la justice pour le savoir. Il faudra qu'un jour nous allions mettre notre nez dans leurs comptes, publics et privés, ceux de la compagnie, de ses dirigeants, des hommes politiques qui lui sont liés et des dirigeants de sociétés qui – telle la famille Seydoux – tirent des profits énormes de ce que l'on appelle, sans rire, la «crise du transport aérien». L'on verra bien alors si, quand ils disent que les caisses sont vides, nous n'y trouvons pas encore assez pour satisfaire nos besoins!

**Correspondant LO**

AFP

*Le PDG Christian Blanc très fort pour lutter contre les salariés... sauf certains!*

Électrolux (Reims)

# LICENCIEMENTS ET CHANTAGE PATRONAUX

Une semaine à peine après la visite de Juppé à Reims qui était consacrée à l'emploi, l'annonce de 216 licenciements, dans l'une des plus importantes entreprises industrielles de la ville, montre le peu de cas que les capitalistes font des déclarations du Premier ministre concernant la défense de l'emploi.

Électrolux, connue aussi par sa marque commerciale Arthur Martin, a décidé de licencier la moitié du personnel de l'usine de Reims. Aujourd'hui l'entreprise compte 430 salariés. En 1998, l'effectif devrait être ramené à 215 emplois, soit plus de 200 licenciements prévus.

Ce plan n'est pas le premier du genre puisque l'effectif avait déjà été divisé plus que de moitié. Il était de 950 personnes en 1984. Et le dernier «plan social» de 1994, qui avait abouti à la suppression de 110 emplois, est encore dans toutes les mémoires.

Pour l'instant les 215 emplois restants ne sont même pas garantis, puisque la direction les conditionne à la vente d'un terrain sur lequel est implantée une partie de l'entreprise. Ce prix de vente, dit la direction, devra être «convenable», sinon elle licenciera tout le personnel!

Pour sa part, la municipalité de droite semble être prête à mettre la main à la poche pour acheter ce terrain aux conditions des actionnaires. Si la transaction se fait, ce seront donc les contribuables locaux, dont certains travailleurs licenciés, qui paieront pour garantir, ne serait-ce que momentanément, les emplois. Momentanément, car la direction, de toute façon, ne garantirait les 215 emplois que pour une période de cinq ans.

Les travailleurs d'Électrolux ont répondu à cette annonce par un débrayage le jour même et une manifestation est prévue le jour de la réunion du Comité d'établissement le 25 octobre à Senlis.

**Correspondant LO**

France Télécom (Lyon)

# RAS-LE-BOL DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

France Télécom veut supprimer massivement des emplois de fonctionnaires. Dans ce cadre, depuis le mois de septembre, intervient le plan de congé de fin de carrière. Il permet à des agents, sous certaines conditions, de partir à 55 ans avec 70% de leur salaire et une prime. Il permet aussi aux agents en «cessation progressive d'activité» de partir immédiatement.

France Télécom ne remplace que 10% des départs par des contractuels de droit privé. Sur la région de Lyon, cela signifie environ 50 embauches contre 400 à 500 départs.

Dans le même temps, la direction met la pression sur le commercial. Il faut vendre des postes, des abonnements au téléphone portable, ainsi que des services supplémentaires destinés à faire augmenter la consommation d'unités téléphoniques (ce que le PDG appelle le «delta minute»). Tandis que, dans les services par opérateurs (renseignements, télégrammes), l'attente dissuade les usagers...

Le recours aux CDD, intérimaires et apprentis se généralise, alors qu'il était resté limité jusqu'à maintenant.

Comme si cela ne suffisait pas, le personnel est sollicité pour faire des heures supplémentaires. Cela choque beaucoup de monde, d'autant que nombreux sont les employés dont les enfants cherchent du travail.

Dans ce contexte, la grève du 17 octobre a été un succès. À Lyon, bien que la direction régionale prétende qu'il n'y aurait eu en moyenne que 45% de grévistes, de nombreux services ont fait grève à plus de 60-70%, et même 80%.

D'autres réactions, localisées, se manifestent : grève de 24 heures d'une catégorie de techniciens (liaisons spécialisées) contre leur déménagement, contre les conditions de travail qu'on leur prépare, et pour une meilleure classification ; menace de grève d'autres techniciens sur la question du paiement des heures de nuit ; pétitions contre les heures supplémentaires ; réunions spontanées d'équipes pour réclamer des embauches ; refus de faire des heures supplémentaires mal payées pour le changement de numérotation ; etc.

Tous les problèmes posés actuellement concernent le manque d'effectifs et les salaires, et partout, cela donne des travailleurs en colère.

**Correspondant LO**

## Cinq ans après la collision de Melun

# LA SNCF NI RESPONSABLE NI COUPABLE ?

Cinq ans après la collision entre un train de marchandises et un train auto-couchettes près de Melun (77), collision qui avait fait 16 morts, une ordonnance de non-lieu vient de mettre hors de cause la SNCF. Mais puisqu'il faut bien un coupable et un responsable, le conducteur du train de marchandises, mort au cours de l'accident, est désigné. Il aurait franchi indûment un feu rouge.

Si la justice est lente, elle a aussi visiblement la mémoire courte et sélective. En effet, en octobre 1991, le PDG de la SNCF de l'époque, un certain Fournier, arrivé sur les lieux peu de temps après l'accident et mettant en accusation le conducteur qui gisait mort à quelques mètres de lui, avait dû revenir sur son accusation et déclarer : «*Mais bien entendu la SNCF porte la pleine et entière responsabilité de l'accident.* » Ce qu'avant tout jugement les cheminots avaient en effet pu vérifier : le train de marchandises n'avait subi qu'un essai de freins sur la locomotive et sur le premier wagon (et non sur l'ensemble du train) ; tous les organes de sécurité du train n'avaient pas été vérifiés ; les pétards censés exploser pour attirer l'attention du conducteur en cas de feu rouge franchi n'avaient pas explosé ; etc. Autant de faits que l'enquête judiciaire n'a pas pu décemment ne pas connaître et qui, à l'époque déjà, relevaient de la politique de rentabilité et de réduction d'effectifs de la SNCF.

En 1991, les cheminots pensaient que l'affaire serait finalement étouffée et que la SNCF s'arrangerait pour faire porter la responsabilité sur le conducteur tué. Cela n'a pas manqué. Une honte !

**L.P.**

## USP – Austerlitz Paris

# LA GRÈVE CONTINUE CONTRE LES VOL-HEURES

Dès le mardi 15 octobre, les négociations ont repris sous la houlette d'un médiateur nommé par le tribunal devant lequel la direction avait assigné les grévistes. C'est une délégation du comité de grève qui a participé à ces discussions. Le médiateur décidait ce jour-là que la délégation devait rester jusqu'à plus soif à discuter à huis clos, alors que cette délégation devait rendre compte des discussions aux grévistes. Le médiateur interdisait à la délégation de sortir. Pas même question d'aller aux toilettes ! Ce cinéma a duré 4 heures, jusqu'à la décision des grévistes de sortir leur délégation de là et de lui demander des comptes sur son mandat. La poursuite de la discussion était inutile puisque l'USP ne proposait rien.

D'autres rencontres ont eu lieu par la suite, mais l'USP refusant de s'avancer sur aucune des revendications importantes, la grève a été reconduite chaque jour en assemblée générale.

Chaque jour est l'occasion d'initiatives nouvelles, un jour c'est la visite aux travailleurs d'une autre gare, le lendemain c'est la participation à une collecte à Masséna ou Austerlitz, avec l'aide de cheminots solidaires. Le tout, en assurant une présence et une vigilance permanentes qui ont permis à bien des reprises de repousser de nouvelles tentatives de nettoyage par l'USP qui se fait assister de la COMATEC.

Malgré ce qu'elle clame, cette entreprise de nettoyage, filiale de la Compagnie Générale des Eaux, ne veut pas discuter avec une poignée de travailleurs qui lui tiennent la dragée haute depuis un mois.

De son côté, la SNCF continue de prétendre que cette affaire ne la concerne pas directement, bien que toutes ses initiatives aillent contre les grévistes. Par exemple, c'est la SNCF qui fait appel aux cadres et à des entreprises privées pour équiper les trains en oreillers et couvertures, c'est elle qui demande au tribunal de l'autoriser à effectuer du nettoyage, c'est elle qui offre le repas gratuit au buffet de la gare aux cadres «jaunes», ce qui choque plus d'un cheminot. D'ailleurs, cette grève lui coûte bien plus cher que la satisfaction des revendications.

Le 21 octobre, la SNCF obtenait l'autorisation du tribunal de commerce, contre l'avis du tribunal de grande instance, de faire appel à une autre entreprise pour effectuer quelques petites opérations de nettoyage. Elle s'est risquée le soir même, en présence de policiers appelés à la rescousse, à faire intervenir l'entreprise Challancin, de façon peu concluante. Les cheminots des guichets se sont arrêtés aussitôt de travailler pour rejoindre les grévistes de l'USP. Et certains travailleurs de Challancin ont décidé de laisser tomber le boulot devant les appels (en arabe, en kabyle ou en langues du Mali) des grévistes de l'USP.

Le mardi 22 octobre, le tribunal de grande instance de Paris décidait de rejeter la demande de l'USP d'évacuer les grévistes ou de nettoyer. Du coup, l'USP se retrouve face aux grévistes qui ont reconduit la grève.

**Correspondant LO**

# DÉBRAYAGE AUX MINES DE POTASSE D'ALSACE

Le 17 octobre, les 120 mineurs des postes du matin du puits Marie-Louise fond, aux Mines de Potasse d'Alsace, se sont mis en grève pour la durée de leur poste. Ils ont envahi la réunion du Comité d'Établissement où ils ont pu dire à la direction toute leur colère et leur inquiétude face aux incertitudes et aux menaces que laisse planer la direction à propos de la fermeture du puits prévue pour 1998. Sans pour autant avoir rejoint la manifestation de la Fonction publique le même jour, les mineurs ont, à l'appel de la section CGT du puits, toutefois tenu à agir ce jour-là en même temps que les autres travailleurs.

Ce débrayage n'était qu'un avertissement, mais il a profondément amélioré l'ambiance au puits car jusqu'alors chacun ruminait seul dans son coin sur les menaces de fermeture. Avec tout ce que cela signifie au niveau de la sécurité, des conditions et des relations de travail. Ce débrayage n'a été qu'un petit pas mais qui, dans l'esprit de tous, donne le goût d'en faire d'autres et l'espoir de faire face collectivement, et espérons-le victorieusement, à l'échéance de la fermeture.

**Correspondant LO**

## Lycée professionnel Farman (Issy-les-Moulineaux)

# EN GRÈVE CONTRE LA SUPPRESSION DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Depuis le vendredi 4 octobre, enseignants, conseillers d'éducation, suivis quelques jours plus tard d'une partie des élèves, sont entrés en lutte contre la décision du rectorat de supprimer huit des neuf sections professionnelles du lycée.

Cela fait des années que nous réclamons la reconstruction de ce lycée, construit dans des locaux «provisoires» en préfabriqué. Le ministère et le Conseil régional se décident aujourd'hui à le faire, mais annoncent en même temps que dans le nouveau lycée polyvalent censé regrouper enseignement général et professionnel, les sections professionnelles de Farman n'existeront plus d'ici 5 ans. Et comme le nouveau lycée correspond presque exactement aux effectifs prévus des élèves de l'enseignement général, cela exclut très probablement des nouveaux locaux les jeunes du professionnel.

Conséquence : des élèves ne pourront pas poursuivre leurs études jusqu'au bout dans la filière commencée. Et nous savons déjà que les lycées professionnels proches sont déjà tous surchargés. Les élèves ont donc peu de chance de trouver une place ailleurs.

Et c'est contre cette décision que nous nous sommes mis en grève les 4, 7 et 8 octobre et à nouveau depuis le 17 octobre.

Nous sommes allés à plus d'une centaine devant le rectorat de Versailles où nous avons trouvé la porte barricadée. Le soutien des parents et des autres lycées professionnels a été sollicité, la presse et les syndicats contactés, des demandes de rendez-vous ont été faxées aux différentes autorités de tutelle. Environ 1 500 signatures ont été recueillies à Issy et à Paris dans la manifestation du 17.

L'État doit garantir le nombre de places nécessaires dans le lycée polyvalent pour les élèves et les profs, car nous refusons qu'au profit de la reconstruction d'un établissement on supprime des postes et des classes.

Cet exemple illustre qu'il y a un fossé entre les déclarations de Bayrou et la réalité.

## Renault Choisy (Val-de-Marne)

# LA DIRECTION VEUT IMPOSER LE PRP

Tous les ans, à Renault, nous avons droit à un plan dit social. Pour 1996, la régie a annoncé 2 824 suppressions de postes sur l'ensemble du groupe. Pour l'usine de Choisy-le-Roi, qui compte 900 personnes, 70 licenciements sont programmés. Cela se décompose par le départ de 33 ouvriers en FNE de plus de 57 ans et par le mi-temps pour 67 ouvriers de 55 ans en PRP (préretraite progressive). Le PRP, cela consiste à travailler à mi-temps pendant 18 mois ou plus (suivant s'il y a ou pas une FNE après), de toucher 50 % du salaire payés par Renault et 30 % payé par les Assedic. Tout cela devant se faire au volontariat.

Depuis plusieurs années, la direction n'a jamais eu de problèmes pour trouver des volontaires. Elle faisait ainsi passer ses suppressions de postes «en douce» si l'on peut dire. Cette année, c'est une autre affaire. En effet, après avoir convoqué tous les ouvriers concernés par les PRP et FNE, mi-septembre, en expliquant ce que cela voulait dire pour chacun, il n'y a eu que 37 volontaires pour travailler à mi-temps en PRP. Pour la direction de Choisy, il lui en manque donc trente. Du coup, celle-ci ne cesse de faire pression, certains travailleurs en sont à leur quatrième ou cinquième rendez-vous avec la hiérarchie ou le chef du personnel. Que des travailleurs ne puissent pas envisager de voir réduire de 20 % leur salaire, même si au bout du compte il y a un mi-temps, cela elle ne veut pas l'accepter. Son discours devient de plus en plus dur et clair : «*Si vous n'adhérez pas à la PRP, ce sera un autre qu'on licenciera*».

Toutes les pressions, toutes les menaces, en essayant de monter les uns contre les autres, le rôle de certains syndicalistes reprenant en partie les arguments de la direction en ont surpris plus d'un.

Mais beaucoup ont compris que ces plans dits sociaux n'étaient en fait que des licenciements purs et simples payés en grande partie par l'État et les Assedic, la direction se servant de cela pour supprimer des emplois.

**Correspondant LO**

# Capitaine Conan

## de Bertrand Tavernier

Si *Capitaine Conan*, le dernier film de Bertrand Tavernier, a un mérite, c'est celui de montrer des aspects peu connus de la Première Guerre mondiale. L'histoire de ce capitaine Conan, ancien mercier breton dont la guerre a fait un baroudeur que n'arrêtent ni la peur ni les scrupules, se situe sur le front d'Orient, dans les Balkans. Chef intrépide d'un corps armé chargé des combats corps à corps dans les tranchées ou de livrer des assauts désespérés, Conan et ses hommes appartiennent à ces troupes françaises que l'état-major ne démobilise pas en novembre 1918, puisque pendant un an encore celles-ci se déplaceront de Bulgarie en Roumanie, puis dans la Hongrie où les soulèvements révolutionnaires ont commencé, avant d'opérer à la frontière russe où l'ennemi désigné est le pouvoir révolutionnaire bolchevik.

Cet épisode de cette guerre – où des milliers d'hommes épuisés par des années de combats vont encore au-devant de la mort pendant qu'une hiérarchie militaire imbécile, veule et corrompue, impose la soumission parmi les soldats à coups de procès et d'exécutions – sert de toile de fond au véritable sujet du film qui s'inspire d'un roman écrit en 1934 par Roger Vercel.

Au cœur de cette tourmente, Tavernier met au premier plan l'histoire des relations complexes entre ce capitaine Conan, bête de combat, brute et révoltée, mais artisan de la victoire militaire, et un certain Norbert, jeune officier cultivé pour qui, une fois la guerre finie, les soldats qui l'ont faite devraient revenir à une vie normale. Pari impossible, semble dire Tavernier, à cause de la bêtise et de la brutalité de ceux qui dirigent le monde. Pari impossible aussi parce que, pour les hommes comme Conan, qui ont «gagné» la guerre, il n'y a plus de retour en arrière possible. Le sujet est ambitieux, mais le film se perd parfois dans une série de digressions, d'épisodes secondaires. Les dialogues souvent théâtraux et moralisateurs font de l'histoire de cette amitié et des conflits entre ces deux hommes quelque chose de schématique.

Tavernier a beau dire, et il n'y a aucune raison d'en douter, qu'il a voulu faire un film antimilitariste qui montre effectivement l'horreur de cette guerre et la bêtise réactionnaire de ceux qui commandent les armées, on éprouve une certaine gêne devant la complaisance qu'il manifeste à plusieurs reprises à l'égard du personnage de Conan, paumé, mais présenté quand même comme le héros de cette guerre, alors qu'il n'en est qu'un sinistre homme de main. Les exactions commises à Bucarest par les hommes de son commando durant leurs périodes de permission paraissent odieuses voire criminelles, mais finalement mineures au regard de cette exaction d'un tout autre ordre que constitue cette première boucherie mondiale. Peut-être Tavernier a-t-il voulu excuser ici le parti pris de Conan, implacable défenseur de ses hommes, mais là encore il laisse place à une ambiguïté, elle aussi gênante. Quant aux affrontements entre Conan et Norbert qui doit juger ces hommes, ils paraissent parfois dérisoires.

Bref, ce film à grand spectacle touche et émeut à plusieurs moments, mais laisse quand même le spectateur sur sa faim.

**Henriette MAUTHEY**

# Les sables mouvants

## de Paul Carpita

À 74 ans, Paul Carpita vient de réaliser son deuxième long métrage, intitulé *Les sables mouvants*.

L'histoire se déroule en 1958 au milieu de la Camargue. Un certain Monsieur Roger, ex-immigré italien, devenu «chef», enrôle des travailleurs sans papiers, au service de promoteurs véreux. Parmi ces travailleurs, Manuel qui a fui l'Espagne de Franco où il est recherché pour avoir grièvement blessé un garde civil lors d'une grève à Bilbao.

Manuel a de la dignité, mais s'il accepte contraint, du fait de sa situation, de faire des boulots durs et mal payés, des tâches à la journée, il n'accepte pas tout et devient naturellement le porte-parole de ses camarades de travail, venus de différents pays.

Paul Carpita retrace de façon chaleureuse et fine les relations entre ces travailleurs, et aussi entre Manuel et Mouloud, un Marocain légèrement demeuré, ainsi qu'avec Mado, l'orpheline qui a perdu ses parents dans les sables mouvants et qui se sent la sœur de Mouloud...

Ce film raconte une histoire vieille de près de 40 ans, mais on se sent proche de ces personnages et de leurs préoccupations, qui n'ont rien perdu de leur actualité.

Paul Carpita est connu pour avoir réalisé, il y a 42 ans, en 1954 donc, *Le rendez-vous des quais*, film retraçant une grève des dockers à Marseille contre la guerre d'Indochine.

C'était un film qui reprenait les thèses du Parti Communiste, y compris dans ses aspects critiquables. Mais si ce film avait été interdit à l'époque, ce n'est bien sûr pas pour cela, mais parce que le gouvernement de l'époque ne supportait pas que l'on dénonce sa politique d'intervention coloniale en Indochine, et que l'on montre l'action de ceux qui s'y opposaient. Ce film est ressorti en 1988.

Entre-temps, Paul Carpita a repris son métier d'instituteur et a continué à faire du cinéma en amateur.

Il a pu aujourd'hui tourner ce nouveau film... écrit en 1950 et évoquant une histoire toute simple mais profondément humaine.

Peu avant le tournage, il expliquait dans une interview que ce film constituait à ses yeux *«un geste d'amour envers toute une jeunesse humiliée et solidaire qui relève la tête et qu'il se veut aussi l'exaltation d'une fraternité inter-raciale dont nous avons toujours un urgent besoin...»*

Un geste qui n'est pas mal réussi.

**Pierre LECLERC**

# Rondes de flics à Pékin

## de Ning Ying

En dépit de son titre peu attirant, *Rondes de flics à Pékin* n'est pas un film inintéressant. Car en montrant la vie d'un commissariat de quartier il donne un aperçu de la société chinoise actuelle, à travers nombre de petits faits, de dialogues, d'anecdotes.

Ainsi, le film débute sur la promenade d'un nouveau flic et de son collègue, plus âgé, chargé de le former, et l'on pénètre dans un quartier populaire de Pékin, plein de maisons basses en briques et de rues sinueuses, troué par les destructions destinées à faire place aux immeubles modernes. De leur discussion, on apprend aussi que le plus âgé s'appelle quelque chose comme «Honneur de l'Armée» car il est né à l'époque de la révolution culturelle et tous les prénoms étaient «révolutionnaires»...

Mais l'affaire qui agite le commissariat, c'est la chasse aux chiens. Ils sont en effet interdits en Chine, mais se multiplient au rythme de l'augmentation du nombre de nouveaux riches qui en ont fait un signe extérieur de richesse. Et l'on suit les flics à la chasse au chien errant, puis chez des propriétaires d'animal, un couple d'artistes, un directeur d'entreprise...

Au fil des affaires du commissariat on voit aussi arriver un «errant», un paysan venu à Pékin, qui truande les gens dans les rues en jouant aux cartes... et dont les gains rendent admiratifs les policiers, tout comme les rendent admiratifs les films policiers américains que ne cesse de diffuser la télévision...

Le film se termine sur la sanction du flic qui avait été le plus actif contre le directeur d'entreprise propriétaire du chien. Le commissaire invoque Deng Xiao Ping... mais ce qui décide c'est la loi du fric.

L'auteur du film est critique envers la révolution culturelle, ce qui paraît-il n'est pas d'une grande audace en Chine aujourd'hui. Mais intentionnellement ou non, le film montre aussi qu'en Chine, la vie est toujours difficile pour la population. Et l'intrusion du capital étranger n'a pas arrangé les choses. Au contraire...

**Nelly MEYER**

## Belgique

# LA « MARCHE BLANCHE » DE BRUXELLES

*Les travailleurs de Cockerill-Sambre et d'autres entreprises manifestent à Liège le 15 octobre contre le dessaisissement du juge Connerotte. Mais dans quel sens ira le mouvement ?*

AFP

La « marche blanche » de Bruxelles le dimanche 20 octobre, organisée à l'initiative des parents des enfants assassinés ou disparus, fut un succès qui dépassa de beaucoup les prévisions même les plus optimistes : une foule de 200 000 à 300 000 personnes, où l'émotion avait remplacé la colère des jours précédents, surtout après le dessaisissement du juge Connerotte.

Les parents avaient d'ailleurs demandé le calme et refusé toute récupération politique. Ils ont eu le silence… sauf des églises, dont les cloches claires sonnèrent au passage de la tête du cortège. Certains des parents organisateurs de la marche, catholiques, avaient pourtant, il y a quelques semaines, refusé la présence du prêtre qui aurait dû normalement officier à l'enterrement de leur enfant. Ils voulaient dénoncer la passivité de la hiérarchie catholique – très liée au monde politicien – et ses tentatives pour couvrir plusieurs prêtres pédophiles. Mais ces réserves n'étaient semble-t-il plus à l'ordre du jour.

Il y eut aussi des cris hostiles envers tous les riches qui méprisent la population, quelques battements de mains repris par vagues sur des rythmes contestataires, quelques dizaines d'ouvriers de Volkswagen, groupés, qui manifestaient silencieusement pour respecter la volonté des parents.

Depuis le jour où furent découverts les corps de quatre des enfants disparus, trois familles devinrent les symboles de l'opposition de toute une population face à un monde politique, une justice et une police inefficaces, bien plus au service des puissants que des pauvres et pour certains peut-être complices.

En s'opposant à ceux qui mirent en circulation des pétitions demandant l'application de peines incompressibles pour les crimes envers les enfants (Dutroux, condamné pour des violences pédophiles, avait été libéré par anticipation), ces trois familles firent avant tout état des responsabilités de ces autorités : Dutroux est un monstre, mais c'est l'indifférence, voire les complicités qui l'ont protégé si longtemps.

Mais le 14 octobre, la Cour de cassation dessaisissait le juge Connerotte, pour avoir mangé une assiette de spaghettis lors d'un repas organisé par l'association créée par ces familles.

Quand le verdict de la Cour de cassation tomba, les travailleurs de Volkswagen qui écoutaient la radio sur les chaînes arrêtèrent le travail. Ensuite les grèves spontanées se multiplièrent et les manifestations s'amplifièrent dans tout le pays.

Qu'on s'occupe de leur cas, ce que les familles n'avaient pas obtenu en années de démarches, elles l'obtinrent alors en quatre jours.

Vendredi 18 octobre le roi reçut les familles des enfants disparus ou victimes, samedi 19 octobre le Premier ministre Dehaene en fit autant. Cela pour affirmer la détermination des autorités à aller jusqu'au bout des enquêtes, et à modifier certaines lois pour éviter à l'avenir les blocages et les dysfonctionnements les plus évidents de la justice. Il était bien temps ! Et ce ne sont sûrement pas les lois qui changeront quelque chose au fait qu'il n'y a pas la même célérité de la justice pour les riches et pour les pauvres.

Car d'autres exemples passés, certaines carences de la police et de la justice reviennent dans la plupart des conversations.

Pourquoi la police, par exemple, n'a-t-elle jamais trouvé de piste menant à ces tueurs du Brabant qui ont assassiné, sans mobile apparent, plusieurs dizaines de travailleurs devant des supermarchés il y a une dizaine d'années ?

Qui se cache derrière l'assassinat du responsable du Parti Socialiste liégeois André Cools ? La rumeur court que les commanditaires en seraient d'autres responsables du PS. Et, à l'époque, c'est le même juge Connerotte qui fut dessaisi de cette affaire qui n'aboutit pas.

Après cette secousse, il est possible que, pendant un certain temps, le gouvernement, sa justice, sa police et sa gendarmerie fassent preuve de plus d'attention à propos des enfants disparus et qu'ils mettent en œuvre plus de moyens pour les retrouver. Ce serait la moindre des choses. Mais la société ne changera pas pour autant.

Il est bien difficile de prévoir si le mouvement ira jusqu'à une conscience suffisante pour soumettre les agissements de l'État au contrôle populaire, ou s'il ira vers une politisation en sens contraire, conformiste, voire réactionnaire. Malgré la pondération des parents, le mouvement par son ampleur, peut largement leur échapper. Dans un sens ou dans l'autre.

Ce mouvement se veut résolument apolitique, ce qui est ambigu car tout dans la société est politique et, ne pas en faire, c'est en faire quand même. Mais inconsciemment ! Les milieux catholiques agissant au nom de l'apolitisme y ont joué un rôle non négligeable étant donné leur influence dans le pays, y compris parmi les travailleurs. Le problème ne se pose pas qu'en termes moraux. Justice propre, opposition à la corruption, sont des termes qui peuvent être repris par beaucoup.

Mais pas plus en Belgique qu'ailleurs, la justice, la police, l'appareil d'État, le pouvoir ne sont nettoyables à la lessive de la morale. Sans une conscience politique claire, cette lessive-là peut servir à n'importe qui.

Ce mouvement a représenté un sursaut de la population, contre une des multiples ignominies de la société. Marquera-t-il la société belge dans un sens progressiste, ou fera-t-il le contraire ? C'est une question encore sans réponse.

## BLANCHE, MAIS PAS IMMACULÉE

La communauté immigrée de Bruxelles, en majorité marocaine était absente de cette marche. Ni les adultes et encore moins les jeunes pourtant nombreux habituellement, n'étaient venus. « *Ils nous méprisent trop* » expliquait doucement un vieil homme… devant les deux grands panneaux au point d'arrivée de la marche qui rappelaient les prénoms des enfants victimes de pédophiles ou enlevés. Tous les prénoms, sauf celui de la petite Loubna. Une enfant enlevée en 1992 et dont le dossier avait été « oublié » pendant 4 ans dans les tiroirs de la justice bruxelloise, avant d'être récupéré par le juge Connerotte.

Son nom aurait été « oublié » sur les journaux par l'imprimeur… alors que les parents de Loubna s'étaient associés aux côtés des parents flamands et wallons en tant qu'organisateurs de la marche.

Un « oubli » que la presse du lundi n'a signalé que par une toute petite ligne au milieu de pages entières de louanges à propos du calme et de la dignité. Un communiqué moins laconique des organisateurs fut imprimé mardi. Mais les enfants de parents immigrés n'oublieront pas de si tôt.

**Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995**